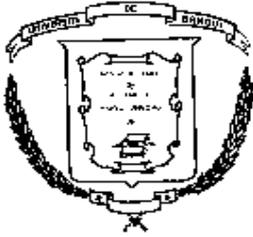


UNIVERSITE DE BANGUI



FACULTE DES SCIENCES
ECONOMIQUES ET DE GESTION
(FASEG)

DEPARTEMENT
DES SCIENCES ECONOMIQUES

BP. 2473 BANGUI
TEL : (236) 77024024

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité-Dignité-Travail

**CONTRIBUTION DE LA DIVERSIFICATION DES
ACTIVITES AGRICOLES A LA REDUCTION DE LA
PAUVRETE DANS LA ZONE PERIURBAINE DE BANGUI**

**MEMOIRE DE MAÎTRISE EN SCIENCES ECONOMIQUES
OPTION : ECONOMIE RURALE.**

**Présenté et Soutenu par :
Angelot Boris Eltsine KATANGA EL
DABENGUE**

**Sous la Direction Scientifique de :
Dr. David KADEKOY-TIGAGUE
Maître Assistant des Sciences
Economiques à l'Université de Bangui**

Année académique 2011-2012

DEDICACE

A notre défunt père KATANGA EL DABENGUE Pierre.

Remerciements

De cette opportunité, nous en profitons pour remercier tous ceux qui ont déployé des efforts convergeant à la réalisation de ce mémoire. Nos sincères remerciements vont à l'endroit de :

- **Docteur David KADEKOY-TIGAGUE**, Directeur Scientifique de l'ICRA et Enseignant à la FASEG de l'Université de Bangui, qui, malgré ses multiples préoccupations, a bien voulu assurer la direction de ce travail ;
- **Docteur Emmanuel MBETD-BESSANE**, Maître de Conférences et Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, ainsi que tous les Enseignants de ladite Faculté qui nous ont inculqué des connaissances indispensables au cours de notre formation dès la première année et qui ont abouti ce jour à la rédaction de ce précieux document ;
- **La Famille KATANGA, OUABOUROU, MBALLA, OLONA, YAMALE**, à la **MAMAN IBRAHIM-MARIANE**, tous nos oncles, les Enfants **MALENDOMA Sandrine et Betty, BOUKANGA Edmée, Justin YALINGOU** pour leur soutien moral, matériel et financier au cours de nos études et à la réalisation dudit Document ;
- A nos **Collègues et Amis** qui nous ont secourus par leur conseil, leur suggestion et leur aide pour l'aboutissement de ce travail ;

A tous, nous adressons un sincère remerciement pour leur apports moraux et financiers à fin de parvenir à cet objectif combien important de notre parcours à l'Université de Bangui.

Liste des Sigles et Abréviations

ACDA :	Agence Centrafricaine de Développement Agricole ;
BBEAC :	Banque des Etats de l'Afrique Centrale ;
DSRP :	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté ;
CEG :	Compte d'Exploitation Général ;
ECVU :	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages en milieu Urbain ;
ENAM :	Ecole Nationale d'Administration et de la Magistrature ;
FATEB :	Faculté de Théologie Evangélique et Biblique ;
FCFA :	Franc de la Communauté Francophone d'Afrique ;
ICASEES :	Institut Centrafricain de la Statistique, des Etudes Economiques et Sociales ;
MADR :	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ;
MICS :	Enquête à Indicateurs multiples ;
PIB :	Produit Intérieur Brut ;
PIBA :	Produit Intérieur Brut Agricole ;
PNIASA :	Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire ;
PNDS :	Plan National de Développement Sanitaire ;
PNUD :	Programme des Nations Unis pour le Développement ;
RCA :	République Centrafricaine ;
RDC :	République Démocratique du Congo ;
RGPH :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat ;
VIH/SIDA :	Virus d'Immuno Déficience Humaine/Syndrome d'Immuno Déficience Acquis.

LISTE DE TABLEAUX

Tableau1 : Seuils de pauvreté en équivalent-adulte par trimestre (en FCFA)

Tableau2 : Situation de chômage et sous-emploi à Bangui

Tableau3 : Répartition des actifs selon la branche d'activité à Bangui (%)

Tableau4 : Répartition des actifs selon le mode de rémunération à Bangui (%)

Tableau5 : Sources et structures de revenus à Bangui (%)

Tableau5 : Niveau de dépenses en équivalent-adulte à Bangui (%)

Tableau7 : Structures des dépenses alimentaires (%)

Tableau8 : Structures des dépenses totales (%)

Tableau9 : Fréquence des productions végétales pratiquées par les des exploitations agricoles de la zone périurbaine de Bangui

Tableau10 : Coûts de production des systèmes de cultures maraîchères à Sakai

Tableau11 : Coûts moyens des systèmes de productions à dominante cultures vivrières sur une superficie de 1 ,25 ha

Tableau12 : Coût moyen des systèmes d'exploitation piscicole

Tableau13 : Coût moyen des systèmes de production animale

Tableau14 : Répartition des surfaces cultivées en production végétale à Sakai

Tableau15 : Répartition des coûts d'acquisition des matériels agricoles

Tableau16 : Compte d'exploitation général des systèmes de production végétale (en FCFA)

Tableau17 : Répartition des coûts d'investissement de la production

Tableau18 : Compte d'exploitation général (en FCFA)

Résumé

La diversification des activités agricoles dans la zone périurbaine de Bangui est essentielle dans l'économie de la ville de Bangui. Elle génère des revenus pour la population qui les pratique et contribue à la performance économique et à la réduction de la pauvreté dans la zone susmentionnée.

En effet, l'objectif général assigné à notre étude est d'analyser la contribution de la diversification des activités agricoles à la réduction de la pauvreté dans la zone périurbaine de Bangui, notamment à SAKAÏ et LANDJA.

De cet objectif général, découlent deux objectifs spécifiques à savoir :

- Identifier les activités agricoles majeures pratiquées par les populations de la zone périurbaine en termes de diversification d'activités ;
- Evaluer la contribution de ces activités dans la réduction de la pauvreté au sein des ménages les pratiquant.

L'analyse économique de la diversification des activités agricoles de ladite zone montre que l'agriculture dégage un revenu monétaire de 119.050 FCFA par an et par équivalent-adulte, soit 9.921 FCFA par mois et 331 FCFA par jour à SAKAÏ et 112.000 FCFA par an, soit 9.333 FCFA par mois et 311 FCFA par jour à LANDJA. Or, le seuil de pauvreté monétaire est de 204.760 FCFA par an et par équivalent-adulte, soit 17.063 FCFA par mois et 569 FCFA par jour (PNUD, 2003).

Par ailleurs, dans le processus de la diversification des activités agricoles dans la zone périurbaine de Bangui, les ménages agricoles qui pratiquent ces activités sont confrontés à certains nombre de contraintes qui ne leur permettent pas d'accroître leurs capacités de production. Dans ce cas, l'apport du Gouvernement, des partenaires au développement et des Organisations Non Gouvernementales à vocation agricole reste déterminant pour lever ces contraintes afin d'améliorer la productivité des systèmes d'activités pratiqués et de contribuer à la réduction de la pauvreté dans la zone périurbaine de Bangui.

Mots clés : Diversification, activités agricoles, réduction de la pauvreté, zone périurbaine, Bangui.

Abstract – Contribution of the diversification of agricultural activities on poverty's reduction in the suburbs area of Bangui. The diversification of the agricultural activities in the suburbs area of Bangui is essential in the economy of the city of Bangui. It generates income for the population which practices them and contributes to the economic performance and to the reduction of the poverty in the above-mentioned zone. Indeed, the general objective assigned to our study is to analyze the contribution of the diversification of the agricultural activities to the reduction of the poverty in the suburbs area of Bangui, in particular in SAKAÏ and LANDJA. Of this general objective, ensue two specific objectives namely: i) to Identify the major agricultural activities practiced by the populations of the suburbs zone in terms of diversification of activities; ii) to Estimate the contribution of these activities in the reduction of the poverty within the households practicing them.

The economic analysis of the diversification of the agricultural activities of the mentioned zone shows that the agriculture releases an income of 119.050 FCFA a year and by equivalent-adult, either 9.921 FCFA a month and 331 FCFA a day in SAKAÏ and 112.000 FCFA a year, or 9.333 FCFA a month and 311 FCFA a day in LANDJA. Yet, the monetary poverty baseline is 204.760 FCFA a year and by equivalent-adult, that is 17.063 FCFA a month and 569 FCFA a day (UNDP, 2003).

Besides, in the process of the diversification of the agricultural activities in the suburbs area of Bangui, the agricultural households which practice these activities are confronted with numbers of constraints which do not allow them to increase their production capacities. In this case, the contribution of the Government, the partners in the development and Non-governmental organizations with agricultural vocation remains determining to raise these constraints to improve the productivity of the practiced systems of activities and contribute to the reduction of the poverty in the suburbs area of Bangui.

Keywords: diversification, agricultural activities, reduction of the poverty, the outlying suburbs, Bangui.

INTRODUCTION GENERALE

Située au cœur du continent Africain, la République Centrafricaine (RCA) est un pays enclavé avec une superficie de 623000 km². Sa population est estimée à 4.4 millions d'habitants (Word Data Indicator 2010). Bangui sa capitale ne cesse de s'étendre depuis sa création en 1889. Cette extension est le reflet de trois principaux phénomènes à savoir, la croissance démographique dont le taux est de 2,5% par an (RGPH, 2003), l'immigration des populations étrangères et enfin l'exode rurale des jeunes dans l'espoir de retrouver une meilleure condition de vie en milieu urbain.

Les troubles militaro-politiques de ces deux dernières décennies, que le pays a connues, ont entraîné la destruction de la majorité du tissu économique et la perte d'emplois surtout dans la capitale. Ainsi, les différents régimes qui se sont succédés à la tête de la Nation sont confrontés à l'insatisfaction des besoins fondamentaux de la population d'où le malaise social. Parmi ces besoins, les priorités sont le paiement des salaires aux fonctionnaires et agents de l'Etat, la création de l'emploi ainsi que la subvention aux démunis de la société.

Face à ces maux, il s'avère nécessaire de la part de la population de trouver voies et moyens afin de subvenir à son bien-être. C'est pourquoi nous assistons à l'heure actuelle à l'émergence de plusieurs petites activités économiques dans la ville de Bangui et ses environs avec comme objectif de pallier les difficultés financières qui se pointent du jour en jour à chaque ménage. Parmi ces petites activités, l'agriculture périurbaine et urbaine en termes de diversification des activités occupe une place considérable.

En effet, il faut signaler qu'au plan national, l'économie du pays est dominé par le secteur primaire qui représentait en 2009, 50,2% du produit intérieur brut (PIB), employait 70% de la population active du pays et produisait plus de 75% des vivriers consommés dans le pays (BEAC, 2010). Prés de 6 chefs de ménage sur 10 sont agriculteurs. Les activités principales sont l'agriculture (28,3% du PIB) et l'élevage (12,7% du PIB). La contribution des différents sous-secteurs (agriculture, élevage, chasse et pêche et forêt) au PIB agricole (PIBA) est très inégale en 2009. La part des cultures vivrières dans le PIBA était de 57,60% alors que celle de cultures de rente (coton, café, tabac) n'était que de 1,6%. Les sous secteurs d'élevage (bovins, caprins, ovins), de la chasse et pêche et des forêts représentaient respectivement 25,2%, 10,50% et 5,1% du PIBA (BEAC, 2010). Le secteur secondaire représente 12,7% du PIB et emploi 12% de la population active, surtout pour l'exploitation du diamant et l'or, les industries sont limitées par l'exiguïté du marché intérieur et l'enclavement. Le secteur tertiaire

principalement la fonction publique et les transports, contribue pour environ 31,7% au PIB. L'agriculture périurbaine et urbaine est définie ici comme une activité économique qui consiste à favoriser le développement des plantes et d'animaux pour en tirer les substances utiles à l'homme (Mbétid-Bessane, 2012).

La diversification des activités agricoles dans la zone périurbaine de Bangui est essentielle dans l'économie de la ville de Bangui. Elle génère des revenus pour les populations qui les pratiquent et contribue à la performance économique et alors à la réduction de la pauvreté dans la dite zone.

Cependant, depuis quelques années, les différentes crises militaro-politiques qui se sont succédé ont entraîné le pillage, la destruction des biens économiques et voire même la perte d'emploi, les populations, n'ayant pas trouvé d'autres possibilités d'emplois se reconvertisent dans les activités agricoles.

Par conséquent, on a assisté à une détérioration des conditions de vie des ménages avec la chute de leur revenu et le transfert des actifs vers le secteur informel. Ainsi, pour assurer la sécurité alimentaire et renforcer leurs revenus, ils se voient dans l'intérêt de faire la diversification des activités agricoles. Ainsi, la question que nous nous posons est la suivante : est-ce que la diversification des activités agricoles peut-elle contribuer à la réduction de la pauvreté à Bangui ?

II-CANEVAS

Notre travail est structuré en trois chapitres. Le chapitre premier est sur le diagnostic de la pauvreté dans la ville de Bangui. Le deuxième chapitre de notre étude s'intéresse donc à l'identification des activités agricoles de diversification dans la zone périurbaine de Bangui et le troisième chapitre évalue la contribution de ces activités dans la réduction de la pauvreté au sein des ménages les pratiquants.

CHAPITRE I : DIAGNOSTIC DE LA PAUVRETE DANS LA VILLE DE BANGUI

Introduction

Le diagnostic de la pauvreté dans la ville de Bangui donne le moyen de mieux estimer les caractéristiques de la pauvreté dans cette ville. La ville de Bangui regorge d'énormes potentialités comparables aux autres villes Centrafricaines. Elle concentre la quasi-totalité des activités économiques du pays. L'administration centrale, le secteur privé, le commerce et les infrastructures se trouvent regrouper dans cette ville. La situation économique jusqu'aujourd'hui est marquée par la prévalence de la pauvreté provoquée par le faible niveau de la croissance économique qui n'a pas suivi le rythme de la croissance démographique ainsi que de la mauvaise allocation des ressources publiques vers les pauvres.

Selon l'enquête conduite en 1992-1993, par le Ministère du Plan et de l'économie et la Banque Mondiale, les conditions de vie des ménages dans la ville de Bangui étaient largement meilleures que partout ailleurs dans le pays. L'indice de la pauvreté se chiffrait à 11,5% contre 62,4% dans l'ensemble du pays. Une autre enquête sur les conditions de vie des ménages réalisée en 1996 a permis d'estimer l'évolution de la pauvreté monétaire et de la pauvreté humaine. Au niveau national, les conditions de vie de la population se sont nettement améliorées par rapport à celle de l'année 1992-1993, avec un net fléchissement de la proportion des ménages en dessous du seuil de pauvreté (49% en 1995-1996 contre 63% en 1992-1993). Par contre dans la ville de Bangui, la tendance de la pauvreté est à la hausse avec 30,2% de la population vivant en dessous du seuil de la pauvreté monétaire évaluée à 10 030 FCFA par mois. L'accroissement de la pauvreté serait imputable aux effets combinés de la dévaluation, des crises militaro-politiques de 1996 ayant surtout affecté la ville de Bangui.

Depuis quelques années, les activités agricoles dans la zone périurbaine de Bangui qui constituent l'un des poumons économiques sont confrontées à une crise profonde marquée par un problème de rentabilité pour les principaux acteurs qui sont les agriculteurs périurbains. Par conséquent, on a assisté à une détérioration des conditions de vie des ménages due à la chute de leurs revenus et le transfert des actifs vers le secteur informel. C'est pourquoi nous nous intéressons à diagnostiquer l'incidence de cette situation sur le niveau de la pauvreté des ménages dans la ville de Bangui.

Dans le cadre de cette étude, nous scinderons ce premier chapitre en deux parties. Dans la première partie, nous présenterons la ville de Bangui, suivie des principales activités

économiques. Dans la seconde partie, nous ferons l'analyse de la pauvreté dans la ville de Bangui.

I. Présentation de la ville de Bangui

1.1 Caractéristiques géographiques

A la proclamation de la République Centrafricaine en 1958, par Feu Président Barthélemy BOGANDA, la commune de Bangui est devenue la capitale de la RCA. Conformément aux dispositions de la Loi N° 96.013 du 13 Janvier 1996, portant création des régions et fixant leurs limites territoriales, la ville de Bangui constitue la région n°7. Selon les Ordonnances n°088.005 et n°088.006 des 12 et 19 février 1988 relatives à l'organisation des collectivités territoriales et des circonscriptions administratives en République Centrafricaine, la ville de Bangui jouit d'un statut particulier. La ville de Bangui est située entre 4°21' et 4°26' de latitude Nord et entre 18°32' et 18°37' de longitude Est. Elle est limitée au Sud par le fleuve Oubangui qui fait frontière avec la République Démocratique du Congo (RDC), à l'Ouest par la Commune de Bimbo, au Nord par la Commune de Bégoua (PK 12) et enfin à l'Est par le village Landja. Elle couvre une superficie d'environ 67 Km² avec une densité de 8548,36 habitants au Km² en 2003 soit environ 1508 fois la densité de la RCA. Bangui qui est à la fois capitale politique et économique de la République Centrafricaine, concentre la quasi-totalité des activités du secteur moderne telle que l'administration centrale et tous les services publics et privés.

Considérée comme une région de plaine au contact des collines, la région de Bangui se caractérise par deux sous-ensembles de reliefs :

- D'une part, on note la présence de deux collines parallèles de direction Nord- Sud : ce sont les collines de Daouba-Kassaï et du Bas-Oubangui. Les collines de Kassaï sont séparées de celle du Bas-Oubangui par le couloir de Ndrès. Mais, il convient de rappeler que celles de Kassaï sont naturellement élevées (600 à 700 m d'altitude) que celle du Bas-Oubangui (594 m d'altitude).
- D'autre part, il y'a la plaine qui s'étend à l'Ouest des collines de Bas-Oubangui avec une altitude de 350 m aux abords immédiats du fleuve Oubangui et celle de la M'Poko. Toutefois, le contact entre ces plaines se fait par des ondulations au niveau de Cattin au Sud. Enfin, il faut signaler que cette région de plaine se relève légèrement en plateau vers le Nord c'est-à-dire vers les quartiers Fouh et Gobongo et au Sud ouest Fatima.

1.2. Climat

Le climat de la ville de Bangui est de type guinéen forestier avec l'alternance de deux saisons : une saison pluvieuse qui va de mars à mi-décembre et une saison sèche, de janvier à février. La température maximale moyenne annuelle est de 32,4°C. Les écarts entre le minima et les maxima moyens sont modérés (11°C).

L'humidité à Bangui est toujours supérieure à 50%, sauf en milieu de journée en janvier et février. Le vent dominant est la mousson venant du Sud-ouest, c'est-à-dire en provenance de l'anticyclone de Sainte Hélène (Chaud et Humide), qui est souvent cause d'abondantes pluies. Parfois, l'harmattan qui est un vent sec souffle du Nord-est (anticyclone de Libye), entraînant ainsi la saison sèche. A cet effet, la moyenne pluviométrique annuelle à Bangui se situe dans l'ordre de 1500 mm/an.

1.3. Végétation

On distingue deux types de végétation dans la ville de Bangui, la forêt qui se situe sur la colline de Bas-Oubangui au Sud et la savane qui est la résultante de l'action anthropique (défrichements, feux de brousse, ...). A coté de cette végétation naturelle, s'ajoute une végétation issue de l'aménagement de l'homme. Ce sont des arbres fruitiers tels que les manguiers, les palmiers à huile, les agrumes. Ces arbres servent parfois d'ombre dans chaque concession de même qu'ils constituent un apport en bois de chauffe pour l'homme.

1.4. Sols

L'étude pédologique montre que dans la ville de Bangui, les sols varient selon les secteurs. C'est ainsi qu'au Nord de la ville on a des sols latéritiques érodés. La plaine marécageuse des abords du fleuve Oubangui se caractérise quant à elle, par des sols sableux et argileux. Tandis que sur les plateaux de Gobongo et de Fatima, se développent aussi des sols de type latéritique. Or, il faut relever que des alluvions récentes se retrouvent dans les vallées des cours d'eau.

Du point de vue hydrographique, la ville de Bangui, qui est en majeure partie couverte de plaine, est drainée par le fleuve Oubangui et la rivière M'Poko. Mais outre ces grands cours d'eau, on distingue aussi des marigots tels que Ngoubagara, Ngounguélé, Saye-voir, Nguito, Landjia, Guitangola, etc.

La ville de Bangui est organisée en arrondissements, en groupements et en quartiers. C'est ainsi qu'on a :

- Huit (8) arrondissements ;
- Seize (16) groupements ;
- Cent quatre vingt neuf (189) quartiers.

Les groupements et les quartiers sont respectivement dirigés par les Chefs de groupe et par les Chefs de quartier. Il est à noter que les Chefs de quartier sont élus par la population de leurs localités pour un mandat de 10 ans renouvelables, alors que les Chefs de groupement sont désignés par leurs pairs (Chefs de quartiers). La ville de Bangui est le siège de toutes les Administrations, des Ambassades, des agences du Système des Nations-Unies, l'Union Européenne, des ONG internationales...qui sont des partenaires privilégiés au développement. Les différents Départements ministériels ont leurs représentations ou services régionaux dont les actions couvrent les huit (8) arrondissements de la ville de Bangui (ICASSES, 2008).

1.5. Caractéristique démographique

Selon les données du troisième Recensement général de la population de 2003, la ville de Bangui comptait 622.771 habitants soit 16,0% de la population centrafricaine, 42,2 % de l'ensemble de la population urbaine. Avec un taux de progression démographique de 2,5%, la population de Bangui est estimée à 687.634 en 2007 avec une densité de 10.263 habitants au Km² et 704.969 habitants en 2008. Le taux d'activités est le rapport de l'effectif de la population active de 6 ans et plus à celui de la population totale de 6 ans et plus. Le taux spécifique d'activité restreint la mesure de la participation à l'activité économique aux personnes âgées de 15 ans et plus, population censée effectivement travailler. D'après une comparaison faite, le niveau des indicateurs à Bangui selon le sexe et comparativement à l'ensemble du territoire national, la participation économique à Bangui est inférieure à celle observée au niveau national (46,1%) et ceci, quelque soit le sexe et le niveau des indicateurs retenus. Les résultats du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH, 2003) montrent que la population active à Bangui se situe dans l'ordre de 176244 personnes soit 28,3% de la population de Bangui.

1.6. Caractéristiques économique

1.6.1. Principales activités économiques

Les principales activités économiques de la région de Bangui reposent sur les entreprises commerciales tant dans le secteur formel que dans le secteur informel. Mais le secteur informel occupe une place importante dans les activités économiques de la ville de Bangui. La carrière et le maraîchage font leur remonté dans les activités économiques. Mais, il faut rappeler que les évènements militaro politiques qui se sont survenus dans le pays et

particulièrement à Bangui ont ébranlé les tissus économiques (industriel et commercial) dont les conséquences sont :

- la perte d'emploi pour les travailleurs ;
- l'absence de performance de l'économie urbaine ;
- l'insécurité fréquente dans la ville.

Le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche et autres) occupe une place moins importante dans les activités économiques de la ville de Bangui.

L'agriculture dans la ville de Bangui est quasi inexistante par manque d'espace. Une partie de la population de la ville de Bangui pratique l'agriculture mais en dehors de la ville dans la commune de Bimbo sur les axes Bangui-Boali, Bangui-Damara, Bangui-Mbaïki et Bangui-Landja. Toutefois, les cultures maraîchères sont pratiquées dans presque tous les quartiers de Bangui, à côté des maisons, aux abords des cours d'eau et dans les périphéries de la ville (ICASSES, 2008).

L'élevage dans la ville de Bangui est pratiqué d'une manière traditionnelle. Il concerne seulement les caprins, les porcins et les volailles élevés à l'espace libre. Ce qui fait que les animaux élevés se divaguent dans les quartiers pour chercher leur nourriture, causant ainsi de problèmes dans les quartiers. L'élevage moderne en enclos des porcs et des volailles commence à se développer peu à peu dans la ville de Bangui mais reste encore très faible. Les produits d'élevage traditionnel servent à l'autoconsommation des ménages et ceux d'élevage moderne servent à la vente.

Comme souligné ci-haut, les activités de la pêche, comme l'agriculture et l'élevage, sont moins pratiquées dans la ville de Bangui pour défaut des rivières et cours d'eau. En effet, la pêche est pratiquée seulement dans le fleuve Oubangui et ne concerne que certaines ethnies, notamment les Yakomas, Banziris, les Ngbougou et les Ngbakas qui sont des originaires des anciens villages riverains du fleuve Oubangui.

La pêche est pratiquée d'une manière rudimentaire en pirogue, aux filets, à la ligne et aux nasses. Peu des produits de pêche (de gros et des petits poissons) sont vendus sur les marchés locaux de Bangui, la majorité est destinée à la consommation des ménages. Mais la production reste faible due au manque d'équipements performants pour la capture, l'écoulement et la conservation des poissons.

L'activité commerciale concerne toutes les formes d'échanges de services et de biens. Elle se pratique sous différentes formes dans presque tous les arrondissements de Bangui. Les types de commerce se diffèrent selon les secteurs : le secteur formel et le secteur informel.

Le secteur formel concerne les entreprises qui emploient un certain nombre de personnes (au moins cinq), qui tiennent leur comptabilité et qui sont déclarées dans le registre de commerce. Le secteur informel concerne toutes les entreprises commerciales qui ne tiennent pas de comptabilité et qui ne sont pas enregistrées dans le registre de commerce.

Contrôlé par l'Etat, le secteur formel est pratiqué majoritairement par des étrangers en République Centrafricaine en générale et à Bangui en particulier. Il concerne plusieurs domaines à savoir le commerce général, le transport et les prestations de services. On compte au total 160 entreprises en 2006 et 120 en 2007 à Bangui.

Avant les crises militaro-politiques de 1996-1997 on comptait environ 400 entreprises, mais après ces crises plusieurs entreprises ont été détruites entraînant ainsi l'augmentation du niveau de chômage dans le pays.

Par contre le secteur informel concerne le petit commerce qui échappe au contrôle de l'Etat notamment au service des impôts. Ce secteur est très développé dans toute la ville de Bangui. Le secteur informel est pratiqué en majorité par les jeunes (hommes et femmes) qu'on appelle généralement des « Boubanguérés » (casseurs de prix) ou petits vendeurs à la sauvette. Ils sont dans presque tous les marchés de Bangui, dans les quartiers, dans les rues et vendent toutes sortes d'articles (habillement, produits vivriers, produits alimentaires, les boissons locales et étrangères, les produits pharmaceutiques, etc.) (Note de synthèse sur le dialogue public/privé, 2002).

1.6. Importance des activités agricoles

✓ Agriculture

Les activités agricoles sont au centre de l'économie de la RCA par la richesse qu'elle génère, sa contribution à l'emploi, à l'autosuffisance alimentaire et à la lutte contre la pauvreté. L'agriculture vivrière est la plus importante et compte pour 98,5% contre 1,5% pour l'agriculture d'exportation. Ces dernières sont dominées par le café et le coton. Les cultures industrielles pratiquées sont : la canne à sucre et le palmier à huile.

L'agriculture vivrière produit les légumineuses (arachide, haricot, soja, petit pois), les tubercules et racines (manioc, patate douce, ignames) et les céréales (maïs, mil, sorgho, riz) et les oléagineux (sésame, courges).

Les quantités produites ne sont pas à la hauteur des énormes potentialités que regorge le pays. Les ressources naturelles de la R.C.A sont relativement abondantes par rapport à sa

population et les conditions agro-écologiques sont favorables à l'agriculture et à l'élevage. Sur près de 15 millions d'hectares de terres arables, entre 600.000 et 700.000 ha seulement sont mis en culture chaque année, représentant près de 1% du territoire national et 4,4% de la superficie cultivable (Etude et impact des accords de partenariats, 2005). L'agriculture, secteur clé de l'économie centrafricaine, occupe 66% de la population active. Toutefois, la faiblesse des infrastructures et du soutien à la production reste majoritairement extensive, et dont les rendements sont très inférieurs à ceux des pays voisins. La principale caractéristique de l'agriculture centrafricaine est sa faible productivité, due à : (i) l'insuffisance et faiblesse des structures de recherche, d'encadrement, de formation et d'appui conseil aux producteurs, d'où une faible utilisation des techniques de production animales et végétales à haut rendement et l'insuffisance de soins vétérinaires ; (ii) l'insuffisance de technologies adaptées et à haute productivité, (iii) la faible taille des exploitations agricoles ; (iv) l'utilisation d'un outillage agricole rudimentaire, notamment pour la préparation du sol ; (v) le coût élevé des intrants et la non disponibilité de ces intrants dans les zones de production (semences, matériel végétal et animal améliorés, produits vétérinaires, engrais, pesticides, etc.), d'où une quasi absence d'utilisation de ces intrants ; (vi) la dégradation rapide des sols et des pâturages due à l'utilisation des techniques culturales et d'élevage peu protectrices de la fertilité des sols et des ressources naturelles (érosion, ensablement des cours d'eau, appauvrissement des sols et de la végétation, envahissement des pâturages par le *Chromolaena odorata* et d'autres espèces épineuses) ; (vii) la faible organisation des producteurs : cette situation rend les paysans encore plus fragiles face aux problèmes d'approvisionnement en intrants et matériels agricoles, ainsi qu'aux problèmes de commercialisation ; (viii) variabilités et instabilités climatiques : dans certaines régions, créent une situation de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire et la non maîtrise du calendrier agricole par les producteurs, (ix) les incidences des conflits agro-pastoraux : les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont à certains endroits particulièrement violents, allant jusqu'à l'utilisation des armes de fabrication artisanales ou de guerre, ainsi que l'empoisonnement des animaux ; (x) l'absence de garantie dans l'utilisation des terres dans certaines zones.

✓ **L'élevage**

Comme pour l'agriculture, le pays dispose des ressources naturelles favorables au développement et à l'intensification de l'élevage. D'importantes possibilités sont encore inexploitées. Sur une superficie totale de terres de pâturages et de parcours estimées à 16 millions d'hectares, seulement 9 millions d'hectares sont exploités. L'élevage compte pour

13,3 % du PIB en 1997 et 12,6% en 2004 (Etude impact des accords de partenariats économique, 2005). C'est à dire que la contribution de ce secteur au PIB est relativement stable dans le temps. Elles sont destinées en priorité vers les pays côtiers de la CEMAC (Cameroun et Congo notamment) et sont constituées essentiellement des bovins sur pieds.

Le cheptel centrafricain s'élève en totalité à 9.642.752 têtes, volaille comprise (3.717.796). L'élevage bovin est dans sa quasi-totalité aux mains des Peuls. Ce secteur représente 24% du PIB agricole. Trois modes d'élevage sont pratiqués : pastoral, transhumant et sédentaire. L'élevage connaît un développement constant.

✓ **La Forêt**

La forêt centrafricaine est l'une des plus riches du monde en essences rares. Elle couvre 5,5% de la superficie de la RCA, soit 34 millions d'hectares, dont 2 millions exploitables. Le bois centrafricain s'écoule principalement sur les marchés européens et nord américains qui, du fait de la crise économique, ont réduit leur demande.

La politique forestière du pays est consignée dans le code forestier de 1990 qui met l'accent sur la transformation du bois avant son exportation. Ce code donne obligation aux sociétés de créer des unités de transformation et de transformer au moins 77% de leur production au bout de la troisième année. Cette disposition a été revue à la hausse par la Loi de Finances 1995 qui exige aux opérateurs de transformer au moins 85% de leur production dans le pays.

La Loi de Finances de 1996 va plus loin en interdisant l'exportation de grumes, sauf dans des cas de dérogations accordées à des entreprises ayant investi dans le pays plus de 4 millions de dollars en deux ans et a contribué à la promotion d'œuvres sociales. Il existe aussi des encouragements fiscaux à transformer le bois dans le pays. Cependant, malgré ces mesures, le bois centrafricain continue de sortir du pays en grumes. Entre 2001 à 2005, la production moyenne de sciages a été de 77.000m³ par an dont 90% ont été exportés.

La contribution du secteur bois dans le PIB est comprise entre 2% et 4% sur la période 1993-2004. La forêt centrafricaine occupe une place de choix dans l'économie. Près de 2,5 millions d'ha sont attribués en permis forestier et douze essences sont exploitées. Avec plus de 4.000 salariés directs et plusieurs milliers de temporaires, le secteur est le troisième pourvoyeur d'emplois de l'économie après l'agriculture vivrière et l'élevage, devant les secteurs mines. Mais les emplois directs sont peu nombreux, le reste étant composé par les emplois indirects.

✓ **Pêche, chasse, et cueillette**

La contribution de la pêche à la richesse nationale est très faible. Mais c'est une activité qui est très importante pour la réalisation de l'autosuffisance alimentaire du pays. Cette activité

est largement tributaire de la situation sociale du pays. En temps d'insécurité, les prises sont considérablement réduites. Toute la production est destinée au marché intérieur. La pêche non réglementée actuellement, se pratique sur le fleuve Oubangui et les plus importants de ses affluents, ainsi que les plaines inondables du Nord et du Nord-est. Aucune industrie ne la représente et la pisciculture reste l'affaire des paysans et des services du développement rural. Les estimations de la production annuelle portent sur 13.000 tonnes.

La chasse apporte des revenus non négligeables à la RCA. Ce secteur compte environ une dizaine de sociétés touristiques installées sur le territoire centrafricain, on estime à environ 40-60% des ménages qui pratiquent la chasse dans certaines sous-préfectures. Les produits de chasse sont estimés à près de 30.000 tonnes en 1999, le volume des produits de cueillette n'est pas connu. La consommation annuelle de viande est estimée à 11 kg par personne et par an (PNIASA, 2012). On estime que d'ici à l'an 2025, les besoins de consommation des produits de chasse par les ménages centrafricains atteindraient environ 55800 tonnes (Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire, 2012). Toutefois, les études montrent que le potentiel faunistique est fortement surexploité et le braconnage commercial des nationaux mais aussi des tchadiens et des soudanais qui sévissent le long des frontières, fait peser un grave danger sur la conservation de cette richesse naturelle du pays.

Le cadre réglementaire qui régit les activités dans le domaine de la chasse est le « Code de protection de la faune sauvage », promulgué par l'Ordonnance N° 84.045 du 27 juillet 1984. Ce code prévoit les dispositions relatives: (i) à la protection de la faune; (ii) à la réglementation de la chasse; (iii) à l'importation et à l'exportation des animaux; (iv) aux activités professionnelles concernant la faune; et (v) les missions d'études et de recherche scientifiques.

Plusieurs obstacles entravent le développement de la pêche en République Centrafricaine, notamment l'insuffisance des structures de stockage et de conservation, et le manque de financement de l'activité. On n'estime qu'une partie non négligeable de la production locale soit perdue du fait de ces contraintes.

1.6.3. Emploi

La situation de l'emploi demeure précaire. Ainsi 1,8% seulement de la population active parviennent à s'investir dans les professions libérales et scientifiques en 1996. Le secteur primaire représentait 80% de l'emploi contre 8% pour le secteur secondaire et 12% pour les services. Le secteur informel constitue le plus grand pourvoyeur d'emplois avec près de 90% des actifs. La situation de l'emploi s'est fortement dégradée à la suite des événements de 1996

et 1997 en particulier dans le secteur moderne à Bangui, avec la destruction d'une grande partie des infrastructures économiques notamment dans les secteurs commercial et industriel et la perte de 5.000 emplois soit, 10% des salariés du secteur moderne. Les différents programmes d'ajustement mis en place entre 1986 à 1992 ont produit des résultats forts mitigés en matière de création d'emploi. L'ensemble des actifs se caractérise par le manque de qualification à tous les niveaux professionnels: 60% des actifs n'auraient aucun niveau d'éducation scolaire contre 30% au niveau primaire et 9% au niveau secondaire avec moins de 1% pour le niveau du supérieur. Près de 60% des chômeurs sont en milieu urbain, les jeunes représentant la moitié des demandeurs d'emploi (ECVU, 2003).

1.6.4. Infrastructures socioéconomiques de base

Les résultats de l'enquête MICS3, (2010) montrent que la population de Bangui a une forte accessibilité à l'eau salubre (98,2%), comparée à la moyenne nationale (69%). Le taux d'utilisation de l'eau de la borne fontaine ou du kiosque est aussi plus élevé dans la ville de Bangui (68%) que dans les autres villes de la RCA. Par contre pour la distance moyenne à parcourir pour s'approvisionner en eau, plus de 71,9% des individus mettent moins de 30mn contre 51,4% dans les autres centres urbains. S'agissant de l'eau potable définie comme celle provenant du robinet, de la borne fontaine, du forage et de la source aménagée, 81,6% de la population de Bangui y accèdent contre 64,5% en milieu urbain en 2010. Cet indicateur s'est légèrement amélioré par rapport à l'année 1996 où 79,5% de la population à Bangui avait accès à l'eau potable et 54,8% en milieu urbain.

L'accès à un environnement sanitaire amélioré est très faible dans la ville de Bangui. Les bulletins d'information sanitaire montrent que seuls 6767 ménages soit 7,39% disposent d'une fosse à ordure, 11155 ménages (12,9%) parviennent à éliminer adéquatement les déchets des ménages et 49308 (53,88%) disposent de latrines. Comparé aux autres villes, l'enquête MICS3, 2010 montre que l'accès à des installations sanitaires dans la ville de Bangui est plus élevé que partout ailleurs (55,5% contre 44% pour le total du milieu urbain).

1.6.5. Education

Dans la ville de Bangui, le taux brut et taux net de scolarisation sont respectivement de 84%, dont 71% pour les filles et 96% pour les garçons. En termes de niveau d'instruction, la ville de Bangui présente aussi les taux les plus élevés. Les résultats de MICS4 2010 montrent que les taux d'instruction primaire, secondaire au sein de la population âgée de 5 ans et plus sont respectivement de 46,1% et 31,8%. En ce qui concerne l'alphabétisation et l'éducation non formelle, le manque de moyens et l'insuffisance du personnel avaient réduit les activités qu'à

Bangui. De 1963 à ce jour, 9 programmes ont été développés en collaboration avec les partenaires. Une analyse de la situation vient d'être faite et un projet est élaboré en partenariat avec l'UNESCO pour la relance des activités d'alphabétisation.

L'enseignement secondaire est moins développé. Il n'y a que 7 établissements dont 4 publics qui accueillent les jeunes scolarisés (4781 élèves dont 1692 filles en 2010). Le taux d'alphabétisation des personnes âgées de plus 15 ans est élevé dans la ville de Bangui comparé aux autres villes de la RCA (80,5% contre 66,8% pour la moyenne urbaine et 48,6% pour l'ensemble).

L'indice d'équité qui mesure le nombre de filles pour un garçon dans le système scolaire est largement en retrait par rapport à la moyenne des pays d'Afrique Subsaharienne (0,67 en RCA contre 0,9 pour l'Afrique subsaharienne). Depuis 1997, cet indicateur a connu une légère baisse. Dans la ville de Bangui, cet indicateur s'élève à 1,06 mais reste contraint par le fort taux de déperdition scolaire des filles (EDUCA, 2000).

L'enseignement supérieur comprend les institutions placées sous la tutelle du Ministère de l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et de la recherche à savoir une université d'Etat et une dizaine d'institutions d'enseignement privées. A cela, s'ajoutent d'autres institutions telles que : Ecole Normale de l'Administration (ENAM), un établissement supérieur de formation professionnelle, et les établissements d'enseignement supérieur confessionnel (Grand séminaire de Bangui, Faculté Théologique Biblique - FATEB). L'université de Bangui, initialement construite pour 300 places en 1970, accueille aujourd'hui plus de 20 000 étudiants.

Malgré les contraintes financières de l'Etat, le Gouvernement s'engage à améliorer sa contribution de manière croissante. En sus de financement de l'Etat, l'implication de l'association des présidents des établissements privés, des responsables des écoles catholiques associées de Centrafrique ainsi que de la fédération nationale des parents d'élèves de Centrafrique est appréciable (DSRP2, 2011-2015).

1.6.6. Santé

Depuis plus d'une décennie, les pouvoirs publics ont adopté et mis en œuvre à travers le Plan national de développement sanitaire I 1994-1998 (PNDS I) et le Plan intérimaire de la santé, une politique nationale de santé fondée sur les soins de santé primaires et l'initiative de Bamako (décentralisation et participation communautaire). Les évaluations de ces plans ont

révélé des insuffisances en termes de capacités humaines, d'infrastructures, d'équipements et de ressources financières qui ont empêché la réalisation des objectifs fixés. Les régions rurales pauvres manquent toujours cruellement de personnel médical et paramédical. Les ratios personnels de santé/habitant par catégorie professionnelle montrent une répartition inégale entre la capitale Bangui et le reste du pays. Par conséquent, les principaux indicateurs de performance se sont détériorés par rapport aux normes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), notamment un médecin pour 3 000 habitants et un infirmier pour 1 000.

La dégradation du système sanitaire intervient de manière concomitante à l'apparition de nouveaux défis qui interpellent le secteur de la santé. Il s'agit notamment : (i) du VIH/SIDA dont la prévalence ne cesse de progresser et qui décime surtout la population active ; (ii) de la recrudescence de la tuberculose qui accompagne généralement le VIH/SIDA ; et (iii) de la persistance du paludisme. Cette situation entraîne une dégradation de la santé de la population centrafricaine et une diminution du capital humain en quantité et en qualité, ce qui risque de porter préjudice aux perspectives de croissance économique à moyen et long termes.

Ainsi, en quinze ans, l'espérance de vie à la naissance de la population centrafricaine a reculé de plus de 6 ans, passant de 49 ans en 1988 à 43 ans en 2003. Le taux de mortalité générale est passé de 17 pour mille en 1988 à 20 pour mille en 2003. Le taux de mortalité maternelle reste élevé. Sur 100 000 naissances vivantes, 1 355 décès maternels étaient enregistrés en 2003 contre 683 en 1988. Ce niveau élevé de la mortalité naissances vivantes et les taux de mortalité infantile de 176 à 103 ‰ ; et (iii) de stopper la progression de l'infection au VIH autour de 6,2 %, d'une part, et d'assurer une prise en charge globale d'au moins 60 % des patients infectés d'autre part (DSRP2, 2011-2015).

Cependant, le niveau des indicateurs de la santé est très alarmant dans la ville de Bangui. Les taux de mortalité infantile et infanto-juvénile se chiffrent respectivement à 183 et 123 pour 1000, la prévalence du VIH/SIDA dépasse 10% et la mortalité maternelle à l'accouchement très élevé (185 pour 100000 naissances vivantes selon l'EDS 1996).

Selon l'évaluation de MICS4, les facteurs qui expliquent la faiblesse des indicateurs de santé dans la ville de Bangui, sont les suivants :

- La forte prévalence du paludisme chez les enfants de moins de 5 ans (24,6%) ;
- La faible qualité de l'alimentation qui est une des causes de la mortalité des enfants. Ainsi, le taux d'insuffisance pondérale des enfants dans la ville de Bangui se situe à 18,6% ;

- Le faible degré d'éducation des mères: plus le niveau de la mère de l'enfant est élevé et moins ses enfants sont exposés à l'insuffisance pondérale ;
- Le faible niveau d'hygiène sanitaire dans les ménages ;
- Le faible niveau de bien être des individus.

II Analyse de la pauvreté dans la ville de Bangui

2.1- Profil de pauvreté à Bangui

2.1.1- Perceptions de la pauvreté

Au sens large, la pauvreté est la situation d'une personne ou d'un ménage qui ne dispose pas de ressources suffisantes pour participer réellement dans une société donnée à la vie sociale (Dictionnaire de Larousse 2008). Dans un rapport intitulé « Vaincre la pauvreté humaine » du Programme des Nations Unis Pour le Développement (PNUD), publié en l'an 2000, un encadré définit spécifiquement l'extrême pauvreté, la pauvreté générale et la pauvreté humaine.

En effet, une personne vit dans l'extrême pauvreté lorsqu'elle ne dispose pas de revenus nécessaires pour satisfaire ses besoins alimentaires essentiels ; elle vit dans la pauvreté générale si elle ne dispose pas de revenus suffisants pour la satisfaction de ses besoins essentiels non alimentaires et, quand elle vit dans l'absence de capacités humaines de base telles que l'alphabétisation, la nutrition, la santé..., on dit alors qu'elle vit dans la pauvreté humaine.

2.1.2- Profil de pauvreté monétaire

Selon l'approche monétaire, est pauvre tout individu dont le revenu (ou la dépense) est en dessous d'un certain seuil fixé en unité monétaire (DSRP2, 2011-2012). La dépense par équivalent adulte est retenue comme indicateur de bien être. L'estimation selon la méthode du coût des besoins de base donne un seuil national de 156079 FCFA par an et par équivalent-adulte pour l'année 2003. Selon ces éléments, il apparaît que la pauvreté est un phénomène massif en RCA, puisque plus de 2/3 de la population (67,2%), soit 2618000 personnes vivent en dessous du seuil de la pauvreté nationale. En outre, cette pauvreté est profonde dans le pays car l'écart moyen à la pauvreté nationale est de l'ordre de 32,3%, ce qui correspond à un déficit de consommation de l'ordre de 48%. Autrement dit, il faudrait donc accroître le niveau de consommation des pauvres de moitié pour les faire sortir de la pauvreté monétaire.

2.1.3. Seuil de pauvreté alimentaire (SPA)

Le seuil de pauvreté alimentaire est évalué par rapport aux dépenses minimales d'un individu ou d'un ménage pour se procurer un panier de bien alimentaire qui respecte à la fois les normes nutritionnelles d'un régime alimentaire équilibré et les habitudes de consommation de la population considérée. Ce seuil de pauvreté alimentaire établi sur les paniers alimentaires locaux est constitué de 15 groupes de biens et produits qui sont essentiellement consommés. Il se chiffre à 450130 FCFA en moyenne soit 501 FCFA par jour dans la ville de Bangui. Par contre sur l'ensemble de sept villes couvertes par l'ECVU, le seuil est estimé à 37319 FCFA (soit 414 FCFA par jour) (Tableau1).

Le seuil de pauvreté global (SPG) qui est la dépense minimale nécessaire pour satisfaire à la fois des besoins alimentaires et non alimentaires. Il est obtenu en faisant la somme des deux seuils (SPA et SPG).

2.1.4. Seuil de pauvreté non alimentaire (SPNA)

Il fait référence à la dépense minimale nécessaire pour acquérir les biens non alimentaires et accéder aux services publics essentiels par la population. Le seuil de la pauvreté non alimentaire dans la ville de Bangui est estimé à 17 919 FCFA par trimestre. (Cf. tableau1).

2.1.5. Seuil de pauvreté global (SPG)

Le seuil de pauvreté globale, étant la somme des seuils de pauvreté alimentaire et non alimentaire, est estimé à 63 049 FCFA. Ce seuil correspond à la dépense minimale nécessaire pour satisfaire à la fois les besoins alimentaires et non alimentaires. Il est obtenu en faisant la somme des deux seuils (SPA et SPNA).

Tableau1 : Seuils de pauvreté en équivalent-adulte par trimestre à Bangui (en FCFA)

Désignation	SPA (FCFA)	SPNA (FCFA)	SPG (FCFA)
Bangui	45 130	17 919	63 049
Ensemble des sept villes	37 319	23 042	60 361

Source : ECVU- PNUD, 2003.

2.2. Pauvreté monétaire et caractéristiques sociaux démographiques des ménages à Bangui

2.2.1 Pauvreté monétaire, Emplois et Revenus des ménages dans la ville Bangui.

2.2.1.1. Chômage, sous emploi global et pauvreté à Bangui

Le taux de chômage est défini comme le rapport entre le nombre de chômage à la population active. Les chômeurs sont les individus de 15 ans et plus sans emploi et cherchant du travail au cours des quatre dernières semaines.

En dépit de faiblesse des capacités en matière de création d'emploi en RCA, plus particulièrement à Bangui, le nombre moyen des ménages actifs est de 2,1 personnes (tableau2). Le taux d'activité des personnes âgées de 15 ans et plus s'élève respectivement à 67% chez les non pauvres et 59% chez les pauvres. Par ailleurs, le taux de chômage et de sous emploi sont élevés à Bangui (21% et 51%). Le chômage et le sous-emploi frappent les plus pauvres et vulnérables. Plus précisément, le sous emploi croit progressivement en fonction du degré de pauvreté. Le taux de sous emploi calculé ici est la proportion d'individu actif gagnant une rémunération inférieure au salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) en vigueur qui est de 18 000FCFA. 54% des actifs occupés ont des rémunérations inférieures au SMIG.

Depuis les années 1990, la forte contraction de l'économie centrafricaine, à laquelle il faut ajouter la baisse des investissements et des activités du secteur privé et public, s'est traduite par des pertes d'emplois massives. Par ailleurs, le fort taux de chômage au sein des ménages pauvres pourrait s'expliquer par l'émigration de certaines populations des zones environnantes vers Bangui dans l'espoir d'avoir une meilleure condition de vie.

Tableau 2 : Situation de chômage et de sous emploi à Bangui

Désignation	Non pauvres	Vulnérables	Pauvres	Ensemble
Nombre d'actif par ménage (%)	1,8	2,1	2,1	2,1
Taux de dépendance (%)	1,4	1,7	2,3	2,1
Taux de sous emploi (%)	35,9	53,2	54,1	50,5
Taux de chômage(%)	14,5	13,4	22,6	20,5

Source : ECVU-PNUD, 2003.

2.2.1.2. Répartition des ménages selon la branche d'activités et types d'emplois

La répartition selon la branche d'activité montre une prédominance des activités non agricoles que sont le commerce et les ventes et le secteur public. La catégorie des ménages peut varier selon cette structure. Par contre les activités agricoles extractives ou le transport n'emploient qu'une faible partie des membres de ménages.

Tableau3 : Répartition des actifs selon la branche d'activités à Bangui (%)

Désignation	Non pauvres	Vulnérables	Pauvres	Ensemble ménage
Agriculture	4,5	2,6	7,6	6,6
Mine carrière	0,5	1,3	0,3	0,4
Production transformation	2,5	1,3	2,3	2,2
Construction	2,0	1,9	2,6	2,4
Transport	3,0	5,2	3,6	3,8
Commerce vente	27,1	23,9	30,1	29,0
Service	7,0	7,1	5,6	6,0
Education santé	6,5	14,8	5,3	6,6
Administration	10,2	6,5	5,6	6,3
Autres	36,7	35,4	37,0	36,7
Total	100	100	100	100

Source : ECVU-PNUD, 2003

La catégorie socio-économique montre que les actifs des ménages pauvres sont particulièrement plus nombreux dans la branche du commerce 30%. En ce qui concerne les actifs des ménages non pauvres, en plus du commerce ils sont aussi plus nombreux dans l'administration publique que ceux des ménages pauvres (17% contre 11%).

Tableau4 : Répartition des actifs selon le mode de rémunération à Bangui (%)

Désignation	Non pauvres	Vulnérables	Pauvres	Bangui
Salaries permanent	34,0	28,4	24,0	25,9
A la tâche	3,0	1,9	6,0	5,1
Apprentis/ Aides	25,0	29,0	25,0	25,8
A son propre compte	37,0	33,6	42,9	41,0
Autres	1,0	7,1	1,6	2,2
Total	100	100	100	100

Source : ECVU-PNUD, 2003.

Les actifs des ménages de la ville de Bangui dans le commerce et les ventes confirment le manque d'opportunités d'emploi et la rigidité de la demande de travail, consécutive à la longue période de dépréciation économique. Ainsi, les emplois provenant du secteur formel ne concernent que 26% du total des actifs dans la ville de Bangui dont 13% dans le secteur

privé et 13% dans le secteur public. Le marché du travail à Bangui permet de tirer les sonnettes d’alarme sur la précarité des emplois occupés par les actifs.

2.2.2. Niveau et sources des revenus des ménages

2.2.2.1. Niveau des revenus

L’analyse de revenu des ménages est une tâche délicate en raison du poids des activités informelles parfois de la grande diversité des sources de revenu. Selon les données de l’enquête ECVU, le niveau de revenu moyen trimestriel est estimé à 68 377 FCFA par équivalent- adulte dans la ville de Bangui.

2.2.2.2. Sources de revenus

Les revenus des ménages de la ville de Bangui proviennent principalement des activités non agricoles telles que le commerce, la restauration, etc. Ils sont suivis des aides monétaires reçues des parents, des transferts reçus et des emprunts contractés (24%). Les revenus salariaux 17% ne viennent qu’en troisième position, bien que Bangui est la seule ville à compter au moins 30% des salariés parmi les actifs occupés.

Tableau5 : Sources et structures de revenus à Bangui (%)

Désignation	Non pauvres	Vulnérables	Pauvres	Ensemble
Revenu des cultures d’exploitation	2,8	0,0	0,2	1,0
Revenu des cultures vivrières	1,6	1,7	2,1	1,9
Revenu de l’élevage, pêche chasse	0,1	0,3	0,8	0,5
Revenu des entreprises non agricoles	36,9	56,7	65,4	56,1
Revenus salariaux	21,2	16,1	14,4	16,6
Autres sources de revenus	37,4	25,2	17,1	23,9
Revenu par équivalent- adulte FCFA	143 673	87 469	52 340	68 377
Total	100	100	100	100

Source : ECVU-PNUD, 2003

2.2.2.3. Dépenses des ménages à Bangui

Le niveau des dépenses en équivalent adulte dans la ville de Bangui s’élève à 51 190 FCFA. Il est de 1,2 fois supérieur au niveau de dépense de l’ensemble des sept villes (41 304) selon les données de l’ECV de 2003.

Tableau6 : Niveau de dépenses en équivalent- adulte à Bangui(%)

Désignation	Non pauvres	Vulnérables	Pauvres	Très pauvres	Ensemble
Consommation totale	155 856	76 624	32 060	26 794	51 190
Consommation alimentaire	100171	54 424	24 178	20208	36 203
Coefficient. budgétaire alimentaire	64,3%	71,0%	75,4%	75,4%	70,7%

Source : ECVU-PNUD, 2003.

2.2.2.4. Dépense alimentaire des ménages

Les dépenses alimentaires occupent la plus grande partie du budget des ménages (71%) dans la ville de Bangui. Le coefficient budgétaire alimentaire augmente en fonction du niveau de richesse : allant de 75% des dépenses totales chez les ménages pauvres à 64% chez les ménages non pauvres. En somme, l'écart sur les dépenses totales entre non pauvres et pauvres varie dans une catégorie de 1 à 5, les dépenses alimentaires sont par contre moins disparates puisque le rapport va de 1 à 4. La structure du panier des biens alimentaires des ménages dans la ville de Bangui est dominée par quatre types de biens que sont les céréales (14%), les légumes et aromates (15%), la viande/volaille (25%), et les tubercules (11%). Tous ces quatre groupes constituent les 2/3 des dépenses alimentaires des ménages dans la ville de Bangui.

Tableau7 : Structure des dépenses alimentaires (%)

Désignation	Non pauvres	Vulnérables	Pauvres	Ensemble
Céréales	14,1	13,5	14,6	13,3
Racines et tubercules	8,1	10,6	12,9	11,0
Viandes et volailles	25,8	26,5	23,8	24,8
Poissons	10,9	9,3	9,1	9,7
Légumes, légumineuse, aromates	12,1	13,8	16,6	14,7
Huiles et matières grasses	6,9	8,6	9,8	8,6
Fruits	2,5	2,3	1,8	2,1
Produits d'élevages	3,3	0,7	0,6	1,5
Produits d'épicerie	0,9	1,4	1,5	1,3
Sucre et confiserie	2,2	1,5	1,9	2,0
Produits transformés et conservés	2,8	2,4	1,4	2,0
Alcool et boissons	7,8	5,8	3,5	5,2
Repas et boisson extérieure	2,6	3,7	2,5	2,7
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	100	100	100	100

Source : ECVU-PNUD, 2003.

2.2.2.5. Dépense non alimentaire

Les dépenses non alimentaires représentent une faible part des dépenses globales des ménages (30%). En effet, les dépenses non alimentaires des pauvres sont de 8 fois supérieure à celle des non-pauvres. Par contre, en structure des dépenses, les écarts sont plus faibles puisqu'ils représentent 36% des dépenses totales chez les non-pauvres contre 25% chez les pauvres. La structure des dépenses montre une prédominance des postes d'habillement 5% des dépenses totales, logement 10% de la consommation totale et santé 5% dans les dépenses totales (tableau 8). Ainsi, les dépenses d'habillement sont relativement faibles 4% chez les pauvres et 6% chez les non-pauvres. Il en est de même du logement 9% contre 11%. En somme, la part des dépenses de santé des non-pauvres (6%) est légèrement supérieure à celle des pauvres 5%. Aussi, les dépenses d'éducation 2% contre 1%.

Tableau8 : Structure des dépenses totales (%)

Désignation	Non pauvres	Vulnérables	Pauvres	Ensemble
Alimentation	64,3	71,0	75,4	70,7
Habillement, chaussures	6,4	5,6	4,1	5,1
Logement	10,9	8,4	9,0	9,6
Equipement de maison	3,1	3,7	4,1	3,7
Hygiène, santé	6,0	5,4	4,8	5,3
Transport, communication	7,1	3,2	1,7	3,9
Loisirs, cultures	0,3	0,9	0,2	0,3
Education	2,0	1,8	0,8	1,4
Total	100	100	100	100

Source : ECVU-PNUD, 2003.

✓ Conclusions

La RCA a traversé beaucoup de crises sociopolitiques qui dégrade la condition des vies des populations de la zone périurbaine de Bangui. Les difficultés n'épargnent pas les non-pauvres, les moyens mis en œuvre ne permettent de les affranchir que partiellement. L'élaboration d'une stratégie de réduction de la pauvreté, et sa mise en œuvre, s'avère urgente au risque de creuser progressivement la profondeur de la pauvreté.

CHAPITRE II : IDENTIFICATION DES ACTIVITES AGRICOLES MAJEURES PRATIQUEES PAR LES POPULATIONS DE LA ZONE PERIURBAINE DE BANGUI EN TERMES DE DIVERSIFICATION

Introduction

La plus part des villes Africaines est confrontée aux phénomènes d'urbanisation croissante, ainsi que la ville de Bangui, capitale de la République Centrafricaine. Cette urbanisation rapide n'est pas accompagnée d'une croissance économique. La situation économique de la ville est marquée par le faible pouvoir d'achat, le chômage, le sous-emploi, la pauvreté et la misère.

Divers facteurs poussent les producteurs agricoles en zones urbaine et périurbaine à accroître leur part dans l'approvisionnement alimentaire de la ville en vue de s'assurer un revenu approprié et d'éradiquer la pauvreté en milieu urbain et périurbain.

L'agriculture périurbaine est une activité de transformation. Cette transformation touche l'utilisation de l'espace, les systèmes de culture mais également les types d'acteurs qu'elle implique.

Ce deuxième chapitre de notre étude s'intéresse donc à identifier des activités agricoles de diversification dans la zone périurbaine de Bangui. Il est structuré en deux parties. Dans la première partie, nous abordons l'approche théorique et la démarche méthodologique. Cette partie va traiter dans un premier temps du cadre théorique au sein du quel sont exposées de manière détaillée la revue de la littérature, la problématique, la formulation des objectifs et hypothèses de recherche, les modèles d'analyse, et dans un second temps, il présentera la démarche méthodologique qui a été utilisée. La deuxième partie traitera les types et caractéristiques technico-économiques des activités de diversification dans la zone d'étude.

I. Problématique

La diversification des activités agricoles dans la zone périurbaine de Bangui est essentielle dans l'économie de la ville de Bangui. Elle génère des revenus pour les populations qui les pratiquent et contribue à la performance économique et à la réduction de la pauvreté dans la dite zone.

Cependant, depuis quelques années, les différentes crises militaro-politiques qui se sont succédé ont entraîné le pillage, la destruction des biens économiques et voire même la perte d'emploi.

Par conséquent, on a assisté à une détérioration des conditions de vie des ménages avec la chute de leur revenu et le transfert des actifs vers le secteur informel. Ainsi, pour assurer la sécurité alimentaire et renforcer leurs revenus, ils se voient dans l'intérêt de faire la diversification des activités agricoles.

II- Objectif et hypothèses de recherche

2.1. Objectifs de recherche

L'objectif général assigné à notre étude est d'analyser la contribution de la diversification des activités agricoles à la réduction de la pauvreté dans la zone périurbaine de Bangui notamment à SAKAI et LANDJA.

De cet objectif général, découlent deux objectifs spécifiques à savoir :

- Identifier les activités agricoles majeures pratiquées par les populations de la zone périurbaine en terme de diversification d'activités ;
- Evaluer la contribution de ces activités dans la réduction de la pauvreté au sein des ménages les pratiquant.

2.2. Hypothèses de recherche

L'hypothèse est définie comme une proposition résultant d'une observation et que l'on soumet au contrôle de l'expérience ou que l'on vérifie par déduction (Pichon D, 1997). Elle permet au chercheur de sélectionner les faits observés sur le terrain et de les interpréter en leur donnant une signification socio-économique. C'est ainsi que conformément à nos deux objectifs spécifiques, nous formulons les hypothèses suivantes :

- La diversification des activités agricoles dans la zone périurbaine de Bangui serait importante ;
- Sa contribution dans le processus de la réduction de la pauvreté serait inefficace.

III- Approche théorique et méthodologique

3.1. Approche théorique

3.1.1. Revue de la littérature

Il apparaît de plus en plus difficile de concevoir un problème de recherche sur un point complètement inédit ou encore authentique à soi. De ce point de vue, la revue de la littérature est une étape importante pour tout travail scientifique. Cette étape consiste donc à rechercher, à lire, à résumer et à synthétiser la littérature déjà publiée. Elle permet d'aborder le terrain de recherche avec un ensemble de perceptions théoriques à travers les recherches bibliographiques composant une base solide qui permet de mieux comprendre le problème et de découvrir les positions parfois opposées des auteurs avec leurs différentes approches de la question.

Ainsi, dans le cadre de notre étude, nous avons consulté des ouvrages qui traitent de la méthodologie ainsi que des ouvrages généraux qui nous parlent des activités agricoles en Afrique en général et en Centrafrique en particulier.

En outre, il nous a semblé nécessaire de consulter d'autres ouvrages, articles, rapports, revues et Internet, qui traitent également des sujets relatifs aux activités agricoles dans la zone urbaine et périurbaine, pour une meilleure réalisation de ce travail.

La revue de ces différentes parties nous permet de définir à travers ce qui a été dit, écrit, vu et vécu par les auteurs de différents ouvrages et autres documents consultés ou parcourus, nous avons pu définir certains concepts clés pour une meilleure compréhension de la suite de notre travail.

✓ Diversification agricole

La diversification a souvent été considérée par les économistes comme le fait, pour une entreprise, de varier ou d'élargir la gamme de ses produits et de ses clients pour se développer ou se protéger des aléas inhérents à son activité principale. Appliquée à l'agriculture, la diversification pouvait être définie comme l'introduction ou le développement de spéculations additionnelles aux spéculations existantes. La diversification peut concerner un pays, une région, une exploitation ou même une parcelle. Ainsi, ce que l'on appellera à l'échelle d'un pays «diversification» correspondra souvent au développement d'exploitations agricoles spécialisées en termes d'espèces cultivées et de produits commercialisés. Par exemple, la

diversification maraîchère à Sakaï et à Landja, correspond à la fois à l'essor d'exploitations de pisciculture associant vivriers et maraîchage, en particulier en zone périurbaine (Moustier, 1997).

✓ **L'agriculture urbaine et périurbaine**

Les problèmes de définition de l'espace urbain et périurbain, comme l'écrit Snrech (1997), complique la définition de l'agriculture urbaine, puisque celle-ci est définie par rapport à la ville étant donné que la ville est un concept flou. On distingue des définitions statistiques de la ville, c'est-à-dire celles qui sont utilisées dans les recueils de données statistiques, des définitions analytiques, celles qui s'appuient sur l'analyse des spécificités du milieu urbain, et des définitions géographiques, fondées sur l'utilisation de l'espace. Les définitions statistiques elles mêmes sont extrêmement diverses selon les pays. Elles prennent en compte des critères démographiques, complétés parfois par des critères administratifs et économiques.

Il existe d'autres critères de définition : la permanence d'activités de service liées à l'exercice du pouvoir politique (De Maximy, 1988) ; le niveau d'équipement social (écoles, hôpitaux, casernes, etc.) ; le degré de monétarisation des échanges - pour l'historien Fernand Braudel (1980), la ville est le lieu de l'élaboration monétaire -, les dépenses par tête sont deux fois plus élevées en ville qu'en milieu rural (Cour, 1990) ; le degré de disparité des revenus, dû à des sources de revenus plus diversifiées qu'en milieu rural (Cour, 1990).

Comme l'indique Tricaud (1996), les définitions géographiques considèrent la ville physique, c'est-à-dire l'agglomération, telle qu'elle peut être repérée à partir de l'observation visuelle, de la photographie aérienne ou de l'image satellitaire. Tricaud définit l'espace urbain, au sens strict, comme l'ensemble des parcelles bâties ou revêtues, c'est-à-dire les parcelles portant des bâtiments ou majoritairement couvertes d'un revêtement empêchant la végétation (dallage, ciment) ou de sol majoritairement tassé pour assurer la circulation (cour, marché). Ces parcelles sont ainsi définies par leur absence de végétation et leur imperméabilité. On définit la ville, ou l'agglomération, au sens le plus étroit, comme un espace urbain de surface ou de population supérieure à un seuil donné. L'ONU (Organisation des Nations Unies), la base de données Géopolis et l'INSEE (Institut national des statistiques et études économiques) recommandent de considérer comme agglomérées des constructions éloignées de moins de 200 m, en Europe, ou de moins de 500 m, en Amérique latine. L'IAURIF (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France) distingue trois catégories d'usage

du sol : rural, urbain construit (bâti ou revêtu), urbain ouvert (parcs et jardins, terrains de sport, cimetières).

Mais les villes, si denses soient-elles, ne sont pas des continuums d'espaces bâtis contigus. L'enveloppe urbaine, ou périmètre urbain, englobe un certain nombre d'espaces urbains extérieurs et d'espaces non urbains intérieurs.

A mesure que l'on s'éloigne du centre, certains caractères distinctifs de la ville et de la campagne suivent un gradient croissant ou décroissant : densité des espaces bâtis et revêtus ; caractère monétaire des productions ; pression foncière. Ce gradient permet d'identifier des espaces urbain, rural ou périurbain, sans tracer leurs limites précises (Tricaud, 1996).

✓ **Agriculture périurbaine, intra-urbaine, urbaine**

Les agricultures urbaine, intra-urbaine et périurbaine font l'objet de définitions multiples dans la littérature.

L'agriculture périurbaine, au strict sens étymologique, est celle qui se trouve à la périphérie de la ville, quelle que soit la nature de ses systèmes de production. Avec la ville, cette agriculture peut soit n'avoir que des rapports de mitoyenneté, soit entretenir des rapports fonctionnels réciproques. Dans ce dernier cas, elle devient urbaine et c'est ensemble qu'espaces cultivés et espaces bâtis participent au processus d'urbanisation et forment le territoire de la ville (Fleury et Donnadieu, 1997).

L'agriculture périurbaine correspondant à l'agriculture urbaine selon la terminologie anglo-saxonne est considérée comme l'agriculture localisée dans la ville et à sa périphérie, dont les produits sont destinés à la ville et pour laquelle il existe une alternative entre usage agricole et urbain non agricole des ressources ; l'alternative ouvre sur des concurrences, mais également sur des complémentarités entre ces usages :

- foncier bâti et foncier agricole ;
- eau destinée aux besoins des villes et eau d'irrigation ;
- travail non agricole et travail agricole ;
- déchets ménagers et industriels et intrants agricoles ;
- coexistence en ville d'une multiplicité de savoir-faire dus à des migrations, cohabitation d'activités agricoles et urbaines génératrices d'externalités négatives (Vols, nuisances) et positives (espaces verts) (Moustier et Mbaye, 1999).

Dans certaines définitions, le type d'activités englobées sous le vocable d'agriculture est précisé : activités de production, commerce, transformation ; productions végétales et animales, alimentaires et non alimentaires.

✓ **Productivité agricole et pauvreté**

Les investissements dans la recherche, le développement, la vulgarisation et l'enseignement agricoles se traduisent par une augmentation régulière de la productivité agricole. Les comparaisons des performances agricoles entre les pays et dans le temps se font souvent au moyen d'indicateurs partiels de la productivité, tels que la production par unité de surface, par exemple, ou par tête de bétail ou par travailleur agricole. Cependant, comme ces indicateurs se fondent sur un seul intrant, ils risquent d'induire en erreur dès lors que le dosage entre les différents intrants change ou, surtout, dès lors que des avancées techniques permettent d'augmenter la production avec une même quantité d'intrants.

Souvent utilisée pour surmonter ces problèmes, la productivité totale des facteurs (PTF) est en l'occurrence un meilleur indicateur. Thirtle, Lin et Piesse (2003) étudient l'effet de l'augmentation de la productivité totale des facteurs sur l'incidence de la pauvreté dans les PMA, mesurée par le pourcentage de la population vivant avec moins de 1.00 USD par jour. Moyennant une analyse de régression, leurs travaux empiriques montrent que la hausse de la productivité agricole a un fort retentissement sur le recul de la pauvreté, alors que ce n'est pas le cas de l'accroissement de la productivité dans l'industrie et dans les services. A partir de leurs observations empiriques, les auteurs montrent que l'investissement dans la Recherche-Développement en agriculture a produit des effets non négligeables en matière de recul de la pauvreté en Afrique et en Asie et que, compte tenu de sa rentabilité considérable, il ne coûte rien. Nous désignons par "l'activité agricole" les différentes combinaisons des moyens de production permettant à la RCA d'assurer ses productions végétales et / ou animales.

L'identification des activités agricoles nous amène donc à passer en revue les différents moyens et facteurs de production agricole utilisés en Centrafrique, les techniques agricoles ainsi que les intrants utilisés.

✓ **Agriculture**

L'agriculture désigne en effet une activité économique qui consiste à favoriser le développement des plantes ou d'animaux pour en tirer des substances utiles à l'homme. La

forêt fait aussi partie intégrante de la sphère agricole (Mbetid-Bessane, 2012). L'analyse qui va suivre sera donc orientée sur les différentes composantes de l'agriculture que nous venons ainsi de citer (produits alimentaires, animaux, forêt). Pour ce faire, nous présenterons respectivement dans les lignes qui suivent l'importance et le rôle de l'agriculture, de la sylviculture ainsi que de l'élevage en Centrafrique ; puis nous analyserons par la suite les principaux moyens de production qui leurs sont spécifiques.

L'agriculture au terme des produits alimentaires est au centre de l'économie Centrafricaine, par la richesse qu'elle génère, sa contribution à l'emploi, à l'autosuffisance alimentaire et à la lutte contre la pauvreté. En effet, l'analyse des comptes de la nation montre qu'elle contribue pour environ 55% au PIB et fait vivre aussi plus de 75% de la population totale. Elle constitue donc le principal moteur de l'économie Centrafricaine. Après l'agriculture vient l'élevage qui contribue pour 12% du PIB et emploie 6,6% de la main d'œuvre. En 2008, les exportations du secteur d'élevage se chiffrent à 3 milliards de FCFA (MADR, 2008).

3.1.1.1. Modèles d'analyse

Les modèles d'analyse nous permettent de vérifier si les hypothèses sont confirmées ou infirmées. Ainsi pour mieux vérifier nos hypothèses de recherche, nous avons retenu trois modèles d'analyse qui ne sont autre que les modèles statistiques, de discours et d'analyse économique des activités agricoles en terme de diversification.

3.1.1.2. Modèle statistique

La statistique est l'ensemble des méthodes mathématiques qui, à partir du recueil et de l'analyse de données réelles permet l'élaboration des modèles probabilistes autorisant la provision (Kannas C, 1999). Le but de statistique descriptive est de décrire ou résumer de façon formalisée les informations collectées de manière exhaustive. Dans ce modèle, il est le plus souvent fait usage de certaines caractéristiques de tendance centrale ou de position pour se rendre compte de la variation d'une variable. Dans le cas de cette étude, il s'agit de la moyenne (\bar{x}), et de la fréquence (f_i).

La moyenne est d'une manière générale, la valeur du caractère que toutes les modalités auraient communément de telles sortes que leur somme représente la population totale. En d'autres termes, la moyenne est la somme des valeurs de la variable statistique observée

divisée par le nombre des observations. La fréquence des variables de la production agricole dans la zone périurbaine de Bangui est l'étude de la variable dont on va utiliser.

Pour le calcul des variables à caractère discret ou qualitatif, l'on procédera à la détermination de leur fréquence. En effet, la fréquence relative d'une variable statistique est le rapport de l'effectif de cette valeur à l'effectif total.

De manière formelle, la moyenne et la fréquence sont respectivement notées :

$$= (\sum Xi) / N ; \text{ avec } i=1,2,\dots,N ; N \text{ étant le nombre d'observation}$$

$$f_i = n_i / N \text{ ou } f_i(\%) = (n_i / N) \times 100$$

3.1.1.3. Modèle de discours

Le modèle d'analyse de discours ou d'analyse de contenu porte des messages aussi variés que des œuvres littéraires, des articles des journaux, des documents officiels, des programmes audiovisuels, des déclarations politiques, des rapports des réunions ou des comptes rendus, d'entretien semi-directifs (Pinaud, 2003). L'utilisation de ce modèle nous permet d'analyser les informations et données empiriques obtenues à partir des sources secondaires utilisées (rapport, article, documents), ainsi que pour avoir des entretiens auprès des cadres d'une institution spécialisées.

3.1.1.4. Modèle économique

Le modèle économique de la diversification des activités agricoles, nous permet de mesurer la performance économique de ces activités dans les exploitations agricoles aux moyens mis en œuvres (notamment les inputs). Ce modèle nous permettra d'analyser la contribution de la diversification des activités agricoles dans le revenu agricole des producteurs ainsi qu'à la réduction de la pauvreté. Pour procéder à cette analyse, nous allons recourir à l'utilisation d'un Compte d'Exploitation Général (CEG).

3.1.2. Approche méthodologique

3.1.2.1. Présentation du terrain d'étude

Le terrain d'étude est le cadre général dans lequel se déroule l'enquête. Dans le cadre de notre étude, il s'agit de la zone périurbaine de la ville de Bangui, notamment des villages Sakai et Landja.

3.1.2.2. Techniques de collecte des données

Les techniques sont des procédés opératoires qui permettent de collecter les données sur le terrain. En effet, étant des outils de recherche, les techniques constituent un moyen nécessaire pour atteindre les objectifs poursuivis. En ce qui concerne notre travail, il s'agit des techniques suivantes : une enquête légère auprès de la population qui pratique la diversification des activités agricoles dans la zone d'étude. Des entretiens avec des cadres de l'ACDA ainsi que les consultations des documents existants et par internet nous ont permis également de collecter des données complémentaires.

IV CARACTERISTIQUES TECHNICO-ECONOMIQUES DES ACTIVITES DE DIVERSIFICATION DANS LA ZONE D'ETUDE

4.1 Principaux outils de production agricole

Les principaux moyens de production agricole utilisés par les agriculteurs de notre zone d'étude sont restés encore rudimentaires et voire même archaïques. En effet, depuis les années de l'indépendance jusqu'à nos jours, les cultivateurs centrafricains et ceux de notre zone d'étude en particulier continuent encore à utiliser les outils traditionnels (houe, daba, hache, machettes). Toutefois, nous pouvons aussi mentionner l'usage de la traction animale comme une alternative en vue de renforcer les outils manuels. Cette technologie a été diffusée notamment dans le cadre de la culture attelée qui a été initiée et adoptée dans les années 70. Mais, il convient de préciser que l'insertion de cette culture dont son objectif, à l'origine, était de substituer l'usage des outils manuels et d'étendre progressivement les superficies cultivables n'a donc pas été répandue sur tout le territoire centrafricain et ce, malgré l'importance de l'élevage bovin dans le pays. Ceci influe très négativement sur les surfaces cultivables dans les zones agricoles qui s'étendent au environ de 2,2 hectares en moyenne par actif agricole et 4 hectares au maximum (Aho, 2005).

4.1.1. Types de productions végétales

La production végétale pratiquée par la population de la zone périurbaine de Bangui (SAKAI et LANDJA) est dominée par la culture vivrière, principale composante du PIB. Le secteur vivrier se présente comme le principal pôle de croissance et de compétitivité de l'économie Centrafricaine, pour peu que des mesures de productivité, d'exportation et de transformation soient mise en place. La production de cultures vivrières périurbaines apparait aujourd'hui comme une activité de proximité qui assure la survie des populations urbaines et périurbaines en situation difficile. En effet, le maintien de l'agriculture en ville et ses environs ne s'inscrit

pas naturellement dans les objectifs prioritaires de l'administration communale qui visent plutôt le développement de l'habitat, objectif défavorable au maintien de l'agriculture dans l'espace urbain et périurbain.

La promotion de cultures vivrières dans la zone urbaine et périurbaine était totalement négligée par les programmes de développement. Les agriculteurs, concernés par ces cultures, conscients que cette petite agriculture doit être pérennisée, car la condition de leur vie et une bonne part de la demande de la ville de Bangui en dépend, un nombre important parmi eux s'est lancé dans la diversification en faisant la culture associée (manioc, maïs, riz) ainsi que la pratique du maraîchage qui est la principale activité de l'agriculture urbaine pour avoir un revenu réel. Le système cultural pratiqué dans la zone périurbaine de Bangui est dominé par une agriculture extensive, itinérante sur brûlis, avec une utilisation quasi marginale des intrants agricoles (semences améliorées, pesticides et engrais) ainsi qu'une faible utilisation des techniques culturales de haute productivité. Le feu reste le mode de défrichage le plus utilisé. La fragilisation rapide de la structure des sols par l'utilisation abusive des feux de brousse ainsi que la perte trop rapide de la fertilité des sols contribuent à des faibles rendements agricoles, d'où la colonisation continue de nouvelles terres et l'éloignement des champs.

4.1.1.1. Activités Maraîchères

Le maraîchage apparaît comme l'une des principales activités de l'agriculture périurbaine et urbaine à Bangui. Il est exclusivement destiné à fournir des légumes locaux et exotiques vendus sur les marchés de la ville. Le maraîchage se différencie des autres types d'agriculture urbaine et périurbaine qui sont souvent axés sur la vente et l'autoconsommation, pour plusieurs raisons :

- la proximité de la ville, qui entraîne une spécialisation des systèmes de production dans les cultures à haute valeur ajoutée (tomates, ciboulettes, carotte,...) ;
- les exigences variables en capital et en expertise de ces productions, qui les rendent accessibles à des populations à ressources diverses. Ces exigences sont faibles pour les légumes feuilles (amarante), qui peuvent être cultivés près des maisons avec des ressources exclusivement locales. Elles sont plus élevées pour des systèmes intensifiés à base de variétés importées (tomates, carotte, haricot vert,...) ;
- le cycle court des cultures maraîchères, moins de trois mois, qui est adapté aux caractères précaires des activités en milieu urbain ;

- l'adéquation des légumes à l'alimentation en milieu urbain, où ils permettent de diversifier les régimes alimentaires.

Ainsi, les cultures maraîchères apparaissent comme le type d'activités de diversification du milieu urbain, en termes de production, de commercialisation et de consommation. Elles ont un fort impact sur l'emploi et l'alimentation en ville, en particulier pour les populations aux possibilités d'emploi limité (femmes peu qualifiées, jeunes non diplômés).

A Bangui, le maraîchage est de plus en plus concentré dans les zones où les légumes peuvent être pratiqués, là où la terre est bonne et/ou l'eau est à proximité (Boeing, Sakai,...). Cette double condition a cantonné les grandes zones maraîchères près de cours d'eau et à la périphérie de la ville. Dans le reste de la ville, le maraîchage est ponctuel et l'on trouve assez souvent de petites exploitations qui profitent de la présence d'un marécage ou d'une cour d'eau même canalisé.

Tableau 9 : Fréquences des Productions végétales dans les exploitations agricoles de la zone périurbaine de Bangui (SAKAI et LANDJA)

Produits	Fréquences(%)
Manioc	50
Arachide	20
Maraîchage	15
Maïs	8
Riz	7

Source : Notre enquête, Octobre 2012.

Ce tableau montre que le manioc occupe une place prépondérante dans les exploitations avec 50% de la production en volume et plus de 65% des terres cultivées. Selon les ménages, ce choix s'explique par le fait que c'est l'aliment de base de la quasi-totalité des centrafricains et en même temps qu'une importante source de revenus pour la majorité des planteurs. La demande intérieure est importante et progresse avec la croissance de la population. Pour les paysans, la possibilité qu'offre cette culture à se conserver en champ est un atout non négligeable. L'arachide occupe la deuxième place en importance parmi les cultures vivrières avec 20%. Elle est utilisée sous plusieurs formes dans l'alimentation humaine et animale, ainsi que dans la pharmacopée traditionnelle selon les paysans. Les cultures maraîchères occupent une place particulière au sein des productions végétales dans la zone périurbaine de Bangui. Elles représentent 15% des productions végétales. L'éventail des légumes cultivés est relativement important et on trouve des choux, concombres, poivrons, navets, poireaux, tomates, carottes, aubergines, haricots, courgettes... Le maïs fait également parti des

productions végétales de cette zone, elle occupe environ 8% des cultures pratiquées. Il rentre également dans l'alimentation des populations en même temps qu'il leur procure des revenus. Elle rentre aussi dans l'alimentation animale (fabrication de provende) et en même temps, les sous produits sont source de fumure organique. Le riz fait aussi parti des productions végétales, il représente 7% des cultures pratiquées par les populations de ladite zone. Il joue aussi un rôle dans l'alimentation des populations et leur procure des revenus.

4.1.1.2. Evaluation des coûts de production des systèmes d'exploitation agricoles dans la zone périurbaine de Bangui

4.1.1.2.1 Evaluation des coûts des systèmes maraîchers à Sakai

Ce système de production est basé, en moyenne sur l'exploitation de : 5 planches de ciboulette (petit oignon) associée à l'épinard, 5 planches de chou et 3 planche de tomates. Les coûts de production de ce système se résument comme ci-après.

Tableau10 : Coûts de production de système de cultures maraîchères à Sakai

N°	Activités	Description des opérations	Nombre	Coût unitaire (FCFA)	Coût total (FCFA)	
01	Production de ciboulette et épinard	-Confection de planche	5	2000	10 000	
		-Epannage d'engrais sur les planches	5	1000	5 000	
		-Repiquage	5	500	1500	
		-Arrosage	5	50x75J	18750	
		Achats des semences :				
		-Ciboulette (kg)	3	850	2550	
		-Epinard (kg)	3	1000	3000	
		Achat des produits de traitement :				
		Fongicide+ insecticide(L)	9	1000	9 000	
Sous-Total 1				53 300		
02	Production de tomates	-Confection de planches	3	2000	6000	
		-Epannage	3	1000	3000	
		-Repiquage	3	500	1500	
		-Paillage	3	500	1500	
		-Arrosage	3	60x75JT	13500	
		-Houage	3	500	1500	
		Achat des semences				
		Tomates (kg)	3	500	1500	
		Achat des produits de traitement				
-Fongicide +insecticide (L)	3	1000	3000			
Sous-Total 2				36 000		
03	Production de chou	-Confection de planche	5	3000	15 000	
		-Epannage				

		-Paillage	5	1000	5 000
		-Houage	5	500	2 500
		-Arrosage	5	500	2500
		Achat des semences	5	90x150JT	67 500
		-Chou (g)			
		Achat des produits de traitement	10	850	8 500
		-Insecticide (L)	3	1000	3000
		Flacon de fongicide	1	3 500	3500
Sous-Total 3					108 500
Coût total					197 800

Source : Notre enquête octobre, 2012

La dimension moyenne des planches est de 45m² (30mx1,5m). Elles sont confectionnées en mélangeant généralement le sol avec les déchets ménagers et /ou la bouse de vache. Certains maraîchers y apportent de l'engrais (NPK ; urée) pour améliorer la fertilité du sol. En phase de végétation, les planches sont traitées avec soit des insecticides D6 (10cc pour 16 litres d'eau) ou des fongicides (Trinagone, Pelta) tous les 15 jours.

En pratique, les travaux de confection des planches, de semis, d'épandage d'engrais, de paillage et d'arrosage sont réalisés par la main-d'œuvre familiale. Ainsi, le coût de production pour ce système d'exploitation est évalué à partir des charges relatives à l'acquisition des semences et des pesticides et des amortissements des équipements de matériels agricoles. En moyenne, le coût de production est de 197 800FCFA.

4.1.1.2.2. Evaluation des coûts des systèmes de production à dominante cultures vivrières à LANDJA

Les exploitations agricoles dans la zone périurbaine de Bangui pratiquant les activités de diversification à dominante cultures vivrières, sont caractérisées par leur taille modeste (1,5 à 2 ha), la pratique de cultures itinérantes sur brulis. Certains exploitants agricoles diversifient leurs activités par la pratique de l'élevage (porc, canard). L'objectif étant de diversifier leurs sources de revenus.

✓ Pratiques culturales

Les itinéraires techniques pratiqués par les exploitants dans cette zone restent quasiment identiques. Les différentes phases de mise en place des cultures sont les suivantes :

- Préparation du sol : Mars à Avril ;
- Semis : Avril à Mai pour l'arachide, le maïs, le manioc ;
- Sarclage : 2 semaines après le semis ;

- Récolte : Juillet à Août pour l'arachide et le maïs ; le manioc commence à être récolté à partir de 12 mois après son bouturage.

L'entretien de la fertilité des sols cultivés se fait par l'apport de la matière organique, à court terme et la jachère à moyen terme. La durée moyenne de la jachère est de 5 ans, l'utilisation des intrants est quasi inexistante.

-Les différentes activités de l'année en cours se résument à la production du Manioc associé avec l'arachide et le maïs, le riz, ainsi que la pisciculture et l'élevage.

Les semences viennent des récoltes précédentes et tous les travaux des différentes cultures (désherbage, semis, sarclages etc.) sont faits par la main-d'œuvre familiale.

✓ Pratique de la pisciculture

Le système piscicole que nous avons pu enquêter est basé sur l'exploitation de cinq (05) étangs piscicoles, de dimension de 30mx20m, soit 600m² chacun. Les étangs sont alimentés avec des alevins de tilapia (50Kg) et de carpes chinoises (30Kg). Le coût global des investissements consentis est réparti comme suit :

Tableau12 : Coût moyen de système d'exploitation piscicole

Rubrique	Quantités	Prix unitaire (FCFA)	Prix total (FCFA)	Durée de vie (année)	Amortissement
Etangs	5	10 000	50 000	15	3 333
Brouette	1	22 000	22 000	5	4 400
Botte	2	4000	8000	2	4000
Pelle	3	1500	4500	3	1500
Alevins (Kg)	80	500	40 000	2	20 000
Total			124 500		33 233

Source : Notre enquête octobre, 2012

Le coût global pour ce système d'exploitation est de 124.500FCFA.

✓ Pratique d'élevage

Le système d'élevage pratiqué par les exploitations enquêtées est basé sur l'élevage de porc et l'élevage de canard. L'unité de production au démarrage des activités, est constituée de :

- 5 truies et 2 verrats pour la porciculture ;
- 3 canes et 3 canards pour l'élevage de canards.

Le système de production est de 9 mois pour la porciculture et de 6 mois pour l'élevage de canards.

Le coût global des investissements est résumé dans le tableau ci-après

Tableau13 : Coût moyen des systèmes de production animale

Rubrique	Quantités	Prix unitaire (FCFA)	Prix total (FCFA)	Durée de vie (année)	Amortissement
Bâtiment	1	230 000	230 000	10	23 000
Charette	1	40 000	40 000	5	8000
brouette	1	22 000	22 000	5	4 400
Botte	1	4000	4000	2	2000
Pelle	2	1500	3000	3	1000
Machette	5	2500	12 500	3	4 167
Porcelet	7	12 000	84 000	3	28 000
Caneton	6	2000	12 000	3	4000
Total			407 500		74 567

Source : Notre enquête octobre, 2012

Le système de production animale, qui démarre avec 7 porcelets et 6 canetons, a besoin pour son installation d'un montant d'investissement évalué à 407.500 FCFA.

5. Contraintes aux activités de diversification

5.1. Contraintes à la Commercialisation

5.1.1. Contraintes à la commercialisation des produits maraîchers

Le maraîchage est une activité marchande qui oblige les producteurs en général à entrer dans le circuit d'échanges marchands et à assumer la relation production/vente avec son milieu. La complexité du circuit de distribution et les conflits (contrat de vente, prix) qui opposent en permanence les maraîchers aux commerçants ne rend pas facile la compréhension du système de commercialisation et les relations sur lesquelles diverses transactions sont établies. Ces relations sont contractuelles mais les éléments liés aux conditions de vie et aux rapports même entre producteurs et commerçants leur donnent un aspect particulier et peu compréhensible. Dans la plupart des cas, la commercialisation est effectuée en majeure partie par des femmes, du moins, pour une certaine catégorie de produits locaux (Gombo, jute, amarante...). On trouve souvent des hommes vendre des légumes devant les supers marché ou les grandes boutiques de la ville de Bangui.

5.1.1.1. Contraintes à la Commercialisation des produits vivriers

La commercialisation des produits vivriers est moins structurée et reste traditionnelle. Il n'y a pas un système de commercialisation standard préétabli. Les producteurs vendent

généralement sur place dans la localité leurs produits. Ceux qui ont les moyens de transport amènent leurs produits sur les marchés en ville. Les produits vivriers, dans la zone périurbaine Bangui, sont les plus généralement étalés et exposés aux abords de la grande route ou mis en vente dans les marchés des villages ou communes environnantes (marché de Landja). Les marchés où les produits se vendent en gros à Bangui sont: le marché de Mamadou-M'baïki au Km5 dans le 3ième arrondissement et le marché de Combattant dans le 8ième arrondissement de Bangui. Les produits se vendent en détail dans presque tous les petits marchés de la ville de Bangui.

Les contraintes à la commercialisation énumérées par les producteurs se résument le plus souvent, en difficultés d'écoulement des produits et aux problèmes de stockage et de conservation des produits.

Les problèmes d'écoulement des produits sont dus entre autres par : (i) un manque des moyens de transport appropriés; (ii) la mévente et la périssabilité (des produits) des récoltes, (iii) le non-respect des contrats de livraison/vente entre producteurs et commerçants ; (iv) l'inorganisation des circuits de commercialisations des produits ; (v) l'asymétrie d'information sur les prix des produits ; (vi) et l'insuffisance de la structuration et de l'adaptation des marchés aux produits vivriers et animaux.

5.1.1.2. Contraintes de production

5.1.1.2.1. Difficultés d'accès aux équipements et matériels agricoles

L'accès difficile à ces facteurs de production reste primordial dans la zone d'étude. Cette situation fait que les exploitants adoptent des techniques de productions rudimentaires avec l'utilisation de daba, machette, houes, etc. Par ailleurs la culture attelée est inexistante dans la zone d'étude, la culture dominante est celle faite à la main. Cela conduit à une faible superficie cultivée entraînant ainsi une faible productivité. Selon Ouikon (2005) l'initiative de promotion de la culture attelée lancée dans les années 60 en République Centrafricaine avait pour objectifs de :

- favoriser l'intégration de l'agriculture et de l'élevage ;
- augmenter la taille de l'exploitation et éventuellement diversifier les choix de productions ;
- réduire la pénibilité du travail par l'utilisation de la charrue et des autres équipements de travail du sol (herse, corps de sarcleurs, corps butteurs etc.) ;
- décharger les jeunes et les femmes de la corvée de transport par l'utilisation de la charrette ;

- favoriser le transfert du fumier et de la terre de parc sur les parcelles de culture et parvenir par conséquent à réduire les coûts d'acquisition des engrais minéraux ;
- offrir l'opportunité d'accroître les revenus de l'exploitation.

Malheureusement la diffusion de cette technologie reste limitée à cause du faible niveau des revenus agricoles des exploitations. Elle est rendue encore plus difficile par l'absence d'un système de crédit pouvant permettre d'acquérir l'attelage et les outils de traction ainsi que la possibilité d'accéder à la main-d'œuvre nécessaire pour l'essouchage des parcelles nouvellement défrichées.

Cette situation favorise le maintien du mode de culture itinérant, qui a pour effet de réduire les surfaces cultivées par les paysans, d'augmenter les besoins en main d'œuvre pour l'entretien des cultures et par conséquent de réduire les rendements.

5.1.1.2.2. Difficultés d'accès aux intrants agricoles

L'accès difficile aux intrants (semences végétal et animal améliorées, produits vétérinaires, engrais, pesticides, etc.) pour les cultures vivrières et l'élevage est surtout lié à leur coût élevé et à l'indisponibilité de ces produits dans les villages. La plupart des exploitations enquêtées avouent qu'ils n'utilisent jamais des intrants parce qu'elles n'y ont pas accès. Cela fait que leurs produits ne peuvent pas être de bonne qualité et capable de résister à certaines maladies. Dans le cadre des programmes d'ajustement structurels qui n'a pas été accompagnée d'une amélioration de l'accès au marché et d'une réduction des coûts de transaction, a rendu prohibitif le prix de certains intrants essentiels. A l'exception des cultures de rentes (café et coton) où les semences étaient contrôlées et les intrants fournis par les structures formelles d'encadrement, les producteurs n'ont pas accès aux intrants, notamment les semences de qualité pour les cultures vivrières. Pour le cas particulier des fertilisants, leur utilisation était partout très faible en Afrique subsaharienne. Bien que l'épuisement des éléments nutritifs du sol constitue le principal obstacle biophysique à l'augmentation de la productivité en Afrique subsaharienne, les prix des engrais au seuil de l'exploitation sont de quatre à six fois plus élevés en Afrique que dans le reste du monde. Les données comparatives entre pays de la sous-région placent la République Centrafricaine loin derrière dans le classement de l'utilisation d'intrants (quantité totale d'engrais rapportée à la superficie arable totale) avec 0,6 kg/ha contre 5,0 kg/ha pour le Cameroun (Aho, Niang et Mbetid Bessane, 2005).

5.1.1.2.3. Contraintes liées aux vols

Plusieurs producteurs ont avoués qu'ils étaient victimes de cas de vols dans leur exploitation. Face à cette situation, bon nombre d'exploitants se trouvent dans l'incapacité d'adopter une stratégie visant à se protéger de cette éventualité car les exploitations sont souvent à plus de 3 kilomètres du village. Cette pratique fait que ces petits exploitants sont découragés pour cultiver car ils se sentent lésés du fait de cas de vols répétés sur leur exploitation.

5.1.1.2.4. Contraintes liées aux dégâts des bœufs et attaques des insectes

Les dégâts causés par les bœufs ainsi que les attaques des insectes sur les produits de l'exploitation constituent l'une des principales contraintes qui entravent le développement des petits exploitants dans la zone périurbaine de Bangui. D'après certains producteurs, il peut arriver que toute une exploitation soit saccagée par des bœufs. Cette situation fait naître des tensions entre les agriculteurs et les éleveurs peuhls qui peuvent conduire même à des affrontements sanglants.

Une autre contrainte est aussi le fait de subir les attaques quasi récurrentes des insectes qui détruisent les cultures et qui empêchent fortement le bon rendement des produits agricoles ainsi que de leurs qualités.

5.1.1.2.5. Contraintes liées à la faiblesse d'encadrement

Pour les producteurs enquêtés, ces contraintes concernent notamment :

- le manque ou l'insuffisance de formation des producteurs dans le domaine de techniques de production et de protection intégrée des cultures ;
- l'absence d'appui à la planification des productions ;
- Le problème d'inondation des étangs piscicoles pendant la saison de pluies par la méconnaissance des techniques de maîtrise d'eau.

Conclusion

En somme, l'identification des activités agricoles nous amène donc à passer en revue les différents moyens et facteurs de production agricole utilisés, les techniques agricoles ainsi que les intrants utilisés. La zone périurbaine de Bangui dispose d'un climat favorable pour faire la diversification des activités agricoles, afin de contribuer à l'approvisionnement alimentaire de la ville de Bangui et à l'amélioration de revenus des populations de ladite zone. Pour cela, l'évaluation de revenu et perspectives de relance des activités agricoles en termes de

diversification dans la réduction de la pauvreté feront l'objet de notre analyse économique dans le dernier chapitre.

CHAPITRE III : EVALUATION DE REVENUS ET PERSPECTIVES DE LA DIVERSIFICATION DES ACTIVITES AGRICOLES A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE DANS LA ZONE PERIURBAINE DE BANGUI

Introduction

Les activités agricoles constituent l'une des principales sources de revenus monétaires des producteurs de la zone périurbaine de Bangui. Il arrive que, dans la production végétale, il soit utile d'alterner les cultures, pour éviter la pollution de parasites ou parce que telle culture (légumineuse) laisse dans le sol des résidus utilisables par d'autres espèces.

Quoiqu'on ait souvent exagère l'importance de ces phénomènes, il existe réellement et il faut en tenir compte. De même, la production animale est souvent liée à la production surplace des végétaux qui permettent de nourrir les bêtes. Ceci résulte d'un calcul économique simple : Si une exploitation est spécialisée en production végétale et une autre en production animale, il faut d'abord transporter les aliments du bétail de la première dans la seconde, puis inversement, transporter les sous-produits des animaux (fumier) de la seconde dans la première (Mbetid-Bessane, 2012). La coexistence de ces activités en termes de diversification dans une exploitation agricole réduits les coûts de production.

L'objet de ce présent chapitre est d'évaluer la contribution des revenus tirés des activités agricoles en termes de diversification, de comparer ces revenus par équivalent-adulte au seuil de pauvreté monétaire tel que défini dans le DSRP1, 2008-2010 pour la ville de Bangui et ses environs, qui est de l'ordre de 120 360FCFA par an et par équivalent-adulte et de proposer un certain nombre d'actions relatives à l'amélioration des systèmes d'activités agricoles susceptibles de contribuer à la réduction de la pauvreté dans la zone périurbaine de Bangui.

I. EVALUATION DE REVENUS DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Le revenu constitue la principale raison pour les ménages qui pratiquent la diversification des activités agricoles dans la zone d'étude. Il est donc nécessaire de mesurer la contribution de ces systèmes d'activités dans le processus de lutte contre la pauvreté dans cette zone d'étude (Sakai, Landja). Ainsi pour mieux évaluer le revenu des exploitations agricoles pratiquant les activités en termes de diversification, nous allons faire recours à un outil économique qui est le compte d'exploitation général (CEG) des systèmes d'exploitation basés sur :

- la production végétale à dominante vivrières (manioc, arachide, maïs, et riz) et maraîchères (ciboulette, épinard, tomate) à Sakai. Au total, 25 exploitations pratiquent ces types de production. Elles disposent en moyenne trois actifs agricoles.

- la production animale à dominante piscicole et élevage (porcs, canards) à Landja. Notre enquête a porté également sur 25 exploitants pratiquant ces systèmes de productions. Ceux-ci disposent également de trois actifs agricoles en moyenne.

1.1. Evaluation du revenu de production végétale à Sakai

L'élaboration du compte d'exploitation général (CEG) tiendra compte, des cultures pratiquées par les ménages en termes de diversification sur une superficie de 1,50 ha, répartis comme suit : les cultures associées (manioc+arachide+maïs) sur 0,75ha, riz sur 0,50ha et la culture maraîchère ciboulette associée à épinard sur 0,15ha et tomates sur 0,10ha.

Tableau14 : Répartition des surfaces cultivées en production végétale à Sakai

Production végétale	Superficies cultivées en ha
Manioc+Arachide+Maïs	0,75
Riz	0,50
Ciboulette associée à Epinard	0,15
Tomates	0,10

Source : Notre enquête octobre, 2012.

Les intrants utilisés dans le processus de production de ces activités sont : l'engrais, les semences, la main-d'œuvre (Temporaire) et les matériels agricoles comme : houe, machettes, pelles, fourches, coupe-coupe, haches et la brouette.

Tableau15 : Répartition des coûts d'acquisition des matériels agricoles

Désignation	Nombre	Prix unitaire (FCFA)	Montant (FCFA)	Durée de vie (année)	Amortissement
Coupe-coupe	3	2 500	7 500	3	2 500
Houes	5	1000	5 000	3	1667
Pelles, fourches	3	1500	4 500	3	1500
Haches	3	2000	6 000	3	2000
Brouette	1	22 000	22 000	3	7 333
Total			45 000		15 000

Source : Notre enquête octobre, 2012.

Il ressort de ce tableau que le coût total des matériels agricoles est de 45 000 FCFA et l'annuité d'amortissement de ces matériels agricoles est de 15 000 FCFA.

En effet, la charge d'exploitation est l'ensemble de charges variables qui sont liées à l'acquisition de biens non durables ou consommables et des charges fixes qui sont des dépenses liées à l'acquisition de biens durables qui sont difficilement affectables à une

activité. Le produit brut de l'exploitation est l'ensemble des recettes des différentes activités de l'exploitation. Il correspond au volume de la production au cours d'une campagne agricole estimée aux prix du marché (Mbetid-Bessane, 2012).

Les charges variables concernent les achats des semences et d'engrais, le recrutement de la main-d'œuvre, et les dépenses liées aux invitations pour les travaux agricoles. Les charges fixes sont limitées aux matériels agricoles estimées à 45000 FCFA dont le montant de leur amortissement est de 15 000 FCFA. Ces équipements sont utilisés pour tout le processus de cette production agricole. Par ailleurs, l'autoconsommation et la main-d'œuvre familiale ne sont pas prises en compte puisque nous faisons l'hypothèse qu'elles se compensent (Mbetid-Bessane, 2012).

Concernant la consommation des exploitants, ils utilisent 15 000 boutures (b) de manioc, 30Kg d'arachide, 18Kg de maïs et 15Kg du riz dont les coûts moyens s'élèvent respectivement à 15 000 FCFA, 27 000 FCFA, 45 000 FCFA et 3000 FCFA. Pour les cultures maraîchères, ils utilisent, 6 sachets de 100g de ciboulette, 3 sachets de 100g d'épinard, et 3 sachets de 100g de tomates dont les coûts moyens sont de, 3000 FCFA, 3000 FCFA, 3000 FCFA. Pour les cultures maraîchères, ils utilisent six (6) sachets de cent (100) g de ciboulettes, trois (3) sachets de cent (100) g d'épinard et trois (3) sachets de cent (100) g de tomate dont les coûts moyens sont de trois mille francs (3000 FCFA). pour l'utilisation des engrais et des pesticides et la confection des planches, ils utilisent l'engrais qui est à base de HPK10 de Urée 46% de l'insecticide « D6/10CC pour seize (16) litres » et du fongicide « Trinagone et pelta » qui coûtent 50kgx250 F/kg, soit un sac d'engrais à 12500 FCFA et 9000 FCFA pour 3 flacons de fongicide.

Pour la production de ciboulette et d'épinard.

Les coûts moyens se répartissent comme suit :

- Confection de planche 10.000 FCFA ;
- Repiquage 2500 FCFA ;
- Paillage 2500 FCFA.

Pour la production de tomate.

- Confection de planche 6000 FCFA ;
- Epannage 3000 FCFA ;
- Paillage 1500 FCFA.

En plus, ils utilisent en moyenne 150 jours de travail pour les cultures vivrières avec 500 F/jour de travail et 60 jours de travail pour les cultures maraîchères, ce qui donne un coût moyen de 105000 FCFA.

- Etablissons le compte d'exploitation générale de la production végétale à SAKAÏ.

Dans cette localité le petit élevage est autant d'activités génératrices de revenu pratiquées aussi par ces derniers. Mais ils estiment que les produits tirés de ces activités sont destinés essentiellement à l'autoconsommation à cause de la peste qui ravage ce petit élevage.

Tableau 16: Compte d'exploitation général des systèmes de production végétale en FCFA.

Charge d'exploitation	Montant	Produits brut	Montant
Achat des semences vivrières :		Vente des produits vivriers :	
- Manioc : 15000bx1F/b	15000	Manioc :60cv x	
- Arachide : 30x9000F/cv	27000	3500f/cuv=	210 000
- Maïs : 18kgx250F/kg	4500	Arachide : 32 cv x	
- Riz : 15kgx200F/kg	3000	3000f/cv=	96 000
Achat des semences maraichères :		Maïs : 20cv x 3000f/cv=	60 000
- Ciboulette 6sachets de 100gx500f/s	3000	Riz : 210 kg x 200f/kg=	42 000
- Epinard 3 sachets de 100gx1000F/s	3000	Vente des produits maraichers (Tomates, ciboulette, Epinard)	181 150
- Tomate 3sachets de 100gx1000F/s	3000		
Confection des planches :			
- 5Px2000F+3Px2000F/P	16000		
- Repiquage 5Px500F/P+3Px500F/P	4000		
- Epannage 55Px1000F/P+3Px11000F/P	8000		
- Paillage 5Px500F+3Px500F/P	4000		
- Engrais 50kgx250F/kg	12500		
- Fongicide 3flaconsx3000F	9000		
Main-d'œuvre temporaire :			
- 150jt+60jtx500F/jt	105000		
Amortissement des matériels	15000		
Marge brute = 589150-232000	357150		
Total	589150	Total	589150

Source : Notre enquête octobre 2012.

Les indicateurs suivants peuvent être déterminés :

- Coût de production :232000F CFA ;
- Revenu agricole :357150F CFA ;
- Revenu par actif 357150/3:119050F CFA ;
- Revenu par capital investi :1,54F CFA.

L'analyse du C.E.G des exploitations agricoles diversifiant leurs activités de production montre que le revenu monétaire tiré de ces exploitations est de 357150F CFA pour une campagne agricole. Le producteur investi 1F CFA, il gagne 1, 54F CFA de plus. L'actif agricole gagne un revenu monétaire de 119050F CFA par an, soit 9921F CFA par mois et 331F CFA par jour.

1.2. Evaluation du revenu des systèmes de diversification basés sur l'élevage à LANDJA (pisciculture; porcs, canards)

Pour mieux évaluer le revenu de ces systèmes d'activités, nous faisons recours également à l'utilisation du C.E.G comme outil d'analyse économique.

Les coûts des investissements consentis sont repartis comme ci-après :

Tableau 17: Répartition des coûts d'investissement de la production.

Rubrique	Quantité	Prix unitaire F CFA	Montant F CFA	Durée de vie (année)	Annuité
Bâtiment	1	230.000	230.000	10	230.000
Étangs	5	10.000	50.000	15	3.333
Charrette	1	40.000	40.000	5	8.000
Brouettes	2	22.000	44.000	5	8.800
Bottes	3	4.000	12.000	2	6.000
Pelles, fourches	5	1.500	7.500	3	2.500
Machettes	5	2.500	12.500	3	4.167
Porcelets	7	12.000	84.000	3	28.000
Canetons	6	2.000	12.000	3	4.000
Alevins (kg)	80	5.00	40.000	2	20.000
Total			532.000		108.000

Source : notre enquête octobre 2012.

- Le C.E.G de ces systèmes d'activités de diversification se présent comme suit :

Tableau 18: Compte d'exploitation général (FCFA)

Charge d'exploitation	Montant	Produits bruts	Montant
Alimentation des porcelets et canetons		Vente des porcs :	
- Déchet de bière	55.000	10 porcsx20.000/porc	200.000
Alimentation des alevins		5porcsx15000/porc	75.000
- Déchet de bière	45.000		
Frais sanitaire (porcelets)	30.000	Vente canard :	
Main-d'œuvre (temporaire)	25.000	24 canardsx3000/canard	72.000
Amortissement	108.000	Vente poisson	
Marge brut = 599.000-263.000	336.000	90kgx1000F/kg pour les carpes chinoises	90.000
		108kgx1.500F/kg pour les tilapias	162.000
Total	599.000		599.000

Source : Notre enquête octobre 2012.

Détermination des indicateurs :

- Coût de production :263.000F CFA ;
- Revenu agricole :336.000F CFA ;
- Revenu par actif 336.000/3:112.000F CFA ;
- Revenu par capital investi :1,28 F CFA.

L'analyse du C.E.G des systèmes d'exploitation à dominante élevage à LANDJA, montre que le revenu monétaire issu des activités de diversification est de 336.000F CFA pour une campagne.

Le producteur investi 1F CFA pour gagner 1,28F CFA de plus.

L'actif agricole gagne un revenu monétaire de 112.000 FCFA par an, soit 9.333 FCFA par mois et 311 FCFA par jour.

1.3. Revenu agricole et seuil de pauvreté monétaire

Le résultat de notre analyse montre que le revenu monétaire des agriculteurs généré par la diversification des activités dans la zone périurbaine de BANGUI est estimé à 119050 FCFA pour les systèmes d'activités basés sur la production végétale à SAKAÏ, soit 9921 FCFA par mois et 331 FCFA par jour. A LANDJA où les systèmes d'activités sont à base d'élevage, ce revenu est de 112.000 FCFA, soit 9333 FCFA par mois et 311 FCFA par jour et par équivalent-adulte.

Or, le seuil de pauvreté monétaire est de 204 760 FCFA par an et par équivalent-adulte, soit 17 063 FCFA par mois et 569 FCFA par jour pour la ville de BANGUI (PNUD, 2003).

En partant de l'hypothèse que le seuil de pauvreté monétaire déterminé dans le Profil de la pauvreté dans la ville de Bangui en 2003 reste valable en 2012, et un actif agricole correspond à un équivalent-adulte, le revenu monétaire de l'agriculteur qui fait la diversification des activités agricoles dans la zone périurbaine de Bangui ne lui permet pas de sortir de la pauvreté.

Prenons le cas du revenu tiré de la diversification des activités agricoles à SAKAÏ qui est estimé à 120.360 FCFA par an par équivalent-adulte. Ce niveau de revenu est inférieur au SPM évalué à 204.760 FCFA par an par équivalent-adulte. Il faut, un revenu complémentaire de plus de 84.400 FCFA pour dépasser le seuil de pauvreté monétaire et réduire la pauvreté dans la zone périurbaine de BANGUI.

II. Proposition pour améliorer la productivité des systèmes d'activités de diversification en vue de la réduction de la pauvreté

Dans cette section, il est question pour nous de proposer un certain nombre d'actions relatives à l'amélioration de la productivité des systèmes d'activités pratiqués par les exploitations agricoles susceptibles de contribuer à la réduction de la pauvreté dans la zone périurbaine de BANGUI. Ainsi, les propositions seront relatives aux résultats pertinents de notre étude et aux contraintes identifiées lors de notre enquête plus précisément à SAKAÏ et LANDJA. Elles consistent entre autres à développer les stratégies suivantes :

2.1. Stratégie basée sur l'aménagement des espaces agricoles

L'aménagement des espaces dans la zone périurbaine de BANGUI pour la délocalisation des exploitations agricoles qui pratiquent la diversification des activités (à l'exemple d'un groupement de pisciculteur à LANDJA réalisé par l'ACDA et remis à certains ménages de la zone environnante) pourrait résoudre les problèmes d'accès au foncier et à l'eau. En effet, il a été prouvé en économie rurale que les agriculteurs n'investissent que sur les fonciers qui leur appartiennent.

La zone périurbaine de Bangui dispose d'importantes ressources naturelles sur lesquelles s'exerce une faible pression démographique. En vue de lutter contre une dégradation progressive du milieu (sols, pâturages, eaux), il s'agira :

- de réaliser un zonage rationnel donnant des indicateurs claires sur les zones de cultures, de parcours et d'activités diverses ;
- de renforcer les capacités des communautés locales dans le domaine de la gestion rationnelle et durable de ces ressources. A cet effet, les actions à mener par le Gouvernement et les Partenaires au développement porteront essentiellement sur l'élaboration et la mise en œuvre effective des plans d'occupation des terroirs ou de conservation des sols aussi bien la mise en place des mécanismes d'arbitrage des conflits pour éviter les recours à la violence par les différents utilisateurs.

2.3. Stratégie basée sur l'intensification et la mécanisation des activités agricole dans la zone périurbaine de BANGUI.

Selon les agriculteurs enquêtés, le manque d'accès aux intrants, aux techniques de production améliorée et à la mécanisation limite leur capacité de production. Ainsi, il serait important pour le Gouvernement Centrafricain et les partenaires au développement d'intensifier les systèmes d'exploitation agricole à travers :

- la redynamisation du système de financement adopté le rééquipement en matériel agricole, l'approvisionnement en intrant et la commercialisation des produits ;

- la relance des filières de production et la multiplication de semences pour les spéculations à forte valeur ajoutée, porteuse de croissance accélérée tant en production végétale (manioc, maïs, arachide, riz...) qu'animal (élevage de volailles, porc culture...);
- la facilitation d'accès aux intrants et équipement agricole aux petits producteurs pauvres et la promotion de la motorisation des systèmes de productions.

2.4 Stratégie basée sur la relance de la pisciculture

La stratégie de relance de la pisciculture est articulée autour des activités suivantes :

- l'appui au renforcement des capacités techniques des pisciculteurs ;
- l'appui à la mise en place des boutiques de matériels adaptés à la pisciculture ;
- l'appui à l'organisation et à l'équipement des acteurs de la filière piscicole ;
- la mise à disposition des commerçants de véhicules frigorifiques.

Le renforcement des capacités de commercialisation à travers :

- l'appui à l'installation d'un petit barrage hydraulique ;
- l'appui à l'information, à la l'éducation et à la communication (IEC) du secteur piscicole.

Conclusion

En somme, la diversification des activités agricoles dans la zone périurbaine de BANGUI se heurte encore à des obstacles de diverses natures qui peuvent imputer le pas de son essor. Ainsi, les revenus générés par ces activités agricoles ne permettent pas de réduire la pauvreté dans la zone périurbaine de BANGUI. Selon les résultats de notre étude, il faut encore plus d'effort de production pour accroître les revenus des agriculteurs qui pratiquent la diversification de ces activités.

Conclusion Générale

La RCA a traversé beaucoup de crises sociopolitiques qui dégradent la condition des vies des populations de la zone périurbaine de Bangui. Ces difficultés n'épargnent pas les non-pauvres. Les moyens mis en œuvre ne permettent de les affranchir que partiellement. L'élaboration du DSRP2, et sa mise en œuvre, s'avère urgente au risque de creuser progressivement la profondeur de la pauvreté.

En effet, la zone périurbaine de Bangui dispose d'un climat favorable pour faire la diversification des activités agricoles, afin de contribuer à l'approvisionnement alimentaire de la ville de Bangui et à l'amélioration des revenus des populations de ladite zone. Ainsi, la diversification de ces activités présente des atouts considérables. Ces atouts ne peuvent être profitables que si l'agriculteur améliore l'utilisation des intrants et respecte les normes techniques de la production.

L'analyse économique de la diversification des activités agricoles dans la zone périurbaine de Bangui montre que l'agriculteur dégage un revenu monétaire de 119 050 FCFA par an et par équivalent-adulte, soit 9 921 FCFA par mois et 331 FCFA par jour à SAKAI et 112 000 FCFA par an, soit 9 333 FCFA par mois et 311 FCFA par jour à LANDJA.

Or, le seuil de pauvreté monétaire est de 204 760 FCFA par an et par équivalent-adulte (ECVU-PNUD, 2003), soit 17 063 FCFA par mois et 569 FCFA par jour.

Par ailleurs, dans le processus de la diversification des activités agricoles dans la zone périurbaine de Bangui, les ménages agricoles qui pratiquent ces activités sont confrontés à un certain nombre de contraintes qui ne leur permettent pas d'accroître leurs capacités de production. A cet effet, l'apport du Gouvernement, des partenaires au développement et des organisations non gouvernementales à vocation agricole reste déterminant pour atténuer ces contraintes afin d'améliorer la productivité des systèmes d'activités pratiqués et de contribuer à la réduction de la pauvreté dans ladite zone.

En somme, la diversification des activités agricoles dans la zone périurbaine de Bangui se heurte encore à des obstacles de diverses natures qui peuvent imputer son essor. Ainsi, les revenus générés par ces activités agricoles ne leur permettent pas de réduire la pauvreté dans la zone périurbaine de Bangui. Selon les résultats de notre étude, il faut encore plus d'effort de production pour accroître les revenus des agriculteurs qui pratiquent la diversification de ces activités.

BIBLIOGRAPHIE

- ✓ -ACDA, 2004. Rapport de consultation dans la Direction Régionale du Développement Agricole Nord-Ouest.
- ✓ AHO Gilbert, OUSMANE-Niang, Emmanuel MBETID-BESSANE, 2005. In pour une stratégie de croissance pro-pauvre et au service de développement humain : contraintes et défis pour la Centrafrique, BANGUI.
- ✓ Emmanuel MBETID-BESSANE, 2012. Cours d'économie rurale Université de BANGUI. Edition 2012.
- ✓ Fleury et Donnadieu, 1997. Agriculture Périurbaine, Intra urbaine.
- ✓ KADEKOY-TIGAGUE :
- ✓ KANNAS C, 1997. Dictionnaire encyclopédique, Paris.
- ✓ Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, 2012. Programme National d'investissement Agricole et de la Sécurité Alimentaire (PNIASA). Bangui ; 132 p.
- ✓ Ministère des Affaires Etrangères, 2002. Note de synthèse sur le dialogue Public/Privé, BANUI.
- ✓ Ministère du Plan à l'économie, 2008. Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRPI, 2008-2010).
- ✓ Ministère du Plan à l'Economie, 2011. Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté de 2^{ème} Génération (DSRPII, 2011-2015).
- ✓ Ministère du Plan à l'Economie, 2008. Profil socio-économique de Bangui.
- ✓ PICHON D. 1997, Dictionnaire Larousse, Paris.
- ✓ PINAUD M. 2003, Manuel de recherche en sciences sociales, Paris.
- ✓ PNUD, 2003. Profil de pauvreté à Bangui.
- ✓ PNUD, 2010. Rapport mondial sur le développement humain en République centrafricaine.
- ✓ WWW.rapportagricole2010_centrafrique

ANNEXE

Annexe 1. Questionnaire d'enquête

I – Généralités

Q1 : Date de l'enquête

Q2 : Arrondissement/Commune

Q3 : Sexe 1 = Masculin ; Féminin

Q4 : Age 1 = ≤ 15 ans ; 15 – 25 ans ; 3 = 26 ans ;

4 : 36 – 45ans ; 46 – 55ans

Q5 : Statut matrimonial : 1 = Célibataire

2 : Mariée { a) Polygame 3 = Veuf (ve) ; 4 = Divorcé
b) Monogame

Q6 = Niveau d'instruction : 1 : Sans ; 2 : Primaire ; 4 : Supérieur

Q7 : Nombre de personnes vivant dans le ménage

1 : Hommes.....2 : Femmes 3 : Enfants

II – Activités agricoles

Q8 : Type d'activité agricole en termes de diversification :

1 : Manioc Maïs ; 3 : Arachide ; 4 : Riz ; 5 : Maraîchage
6 : Elevage { Caprins
Volailles Autres 7 : Pisciculture
Porcins
Ovins

Q9 : Quelle est la superficie totale de votre exploitation

Q10 : Faites-vous ce type d'activité : Seul en groupe

Q11 : Semence utilisée

Cultures	Quantité de semence/hectare	Prix Unitaire	Coût total
Manioc			
Maïs			
Arachide			
Riz			
Autres			

Q12 : Engrains utilisés

Cultures	Quantité d'engrains/hectare	Prix Unitaire	Prix total
Manioc			
Maïs			
Arachide			
Riz			
Autres			

Q13 : Matériels Agricoles

Types de Matériel	Nombre	Prix Unitaire	Prix total
Houe			
Machette			
Hache			
Pelle			
Râteau			

Q14 : Main – d'œuvre

- a) Combien d'actifs familiaux disposez-vous ?

- b) Combien de temporaires utilisez-vous pour un cycle de culture ?

- c) Combien rémunérez-vous un temporaire une heure de travail
/ hectare.....
 Ou Mensuellement

Q15 : Productions agricoles

Cultures	Quantité produite/hectare	Prix Unitaire	Produit brut
Manioc			
Maïs			
Arachide			
Riz			
Autres			

Q16 : Productions animales

Type d'animaux	Nombre	Prix Unitaire	Produit brut
Caprins			
Volailles			
Porcins			
Ovins			
Autres			

Q17 : Difficultés/Contraintes rencontrées pour chacune des activités pratiquées

